

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/1984/30
8 février 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarantième session
6 février - 16 mars 1984
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport sur la situation des droits de l'homme au Guatemala
établi par le Rapporteur spécial, le Vicomte Colville of
Culross, conformément au paragraphe 9 de la résolution 1983/37
de la Commission des droits de l'homme en date du 3 mars 1983

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragaphes</u> |
|---|-------------------|
| 1. INTRODUCTION | 1.1 - 1.19 |
| 2. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX | 2.1 - 2.3 |
| 3. HISTORIQUE | 3.1 - 3.18 |
| 4. LE CONFLIT ACTUEL | 4.1 - 4.13 |
| 5. INTRODUCTION DE REFORMES | 5.1 - 5.12 |
| 6. CAS NON ELUCIDES D'ABUS POSSIBLES | 6.1 - 6.6 |
| 7. PROBLEMES D'ORDRE GENERAL POSES PAR LES VIOLATIONS PRESUMEEES DES DROITS DE L'HOMME | 7.1 - 7.5 |
| 8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 8.1 - 8.10 |

ANNEXES

- I. L'Assemblée générale, Résolution 1983/100
- II. Historique 1954-1982
- III. Itinéraire du Rapporteur spécial au Guatemala, juillet 1983
- IV. Itinéraire du Rapporteur spécial dans l'Etat de Chiapas (Mexique)
- V. Itinéraire du Rapporteur spécial au Guatemala, novembre 1983
- VI. Projets achevés et projets en cours

1. INTRODUCTION

1.1. A sa trente-cinquième session, la Commission des droits de l'homme a examiné la situation au Guatemala et a adopté la décision 12 (XXXV) par laquelle elle a décidé d'envoyer un télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos de l'assassinat de M. Alberto Fuentes Mohr, député au Congrès du Guatemala, ancien ministre des relations extérieures et des finances et ancien membre du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La Commission précisait par ailleurs dans son télégramme qu'elle serait reconnaissante qu'on lui communique des renseignements à ce sujet.

1.2. A sa trente-sixième session, la Commission a été saisie d'un certain nombre de documents faisant état d'autres assassinats commis dans le pays et des réponses du Gouvernement guatémaltèque. Le 11 mars 1980, la Commission a adopté la résolution 32 (XXXVI) intitulée "La situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Guatemala" dans laquelle elle exprimait sa profonde préoccupation devant la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Guatemala et demandait instamment au Gouvernement guatémaltèque de prendre les mesures nécessaires pour assurer le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple guatémaltèque.

1.3. Elle prenait note avec satisfaction de la décision du Gouvernement d'inviter la Commission interaméricaine des droits de l'homme à se rendre dans le pays et à rédiger un rapport sur la situation des droits de l'homme. Elle décidait également de maintenir à l'étude la situation, à sa trente-septième session, sur la base des renseignements reçus de toutes les sources pertinentes.

1.4. A sa trente-septième session, la Commission était saisie d'un document (E/CN.4/1439) contenant des renseignements reçus de gouvernements, d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et de sources privées et elle a adopté la résolution 33 (XXXVII). Dans cette résolution, le Secrétaire général était prié de poursuivre ses efforts pour prendre directement contact avec le Gouvernement guatémaltèque et de recueillir auprès de toutes les sources appropriées des renseignements sur cette situation.

1.5. A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a examiné un rapport du Secrétaire général (A/36/705) sur ses efforts pour prendre directement contact avec le Gouvernement guatémaltèque. Le 16 décembre 1981, l'Assemblée a adopté la décision 36/435 dans laquelle elle priait a) le Secrétaire général de poursuivre ses efforts et b) le Gouvernement guatémaltèque de continuer à coopérer avec le Secrétaire général.

1.6. A sa trente-huitième session, en février 1982, la Commission des droits de l'homme a examiné les renseignements recueillis sur la situation des droits de l'homme au Guatemala (E/CN.4/1501) et prié le Président de la Commission de désigner, après consultation du Bureau, un rapporteur spécial ayant pour mandat d'effectuer une étude approfondie de la situation des droits de l'homme au Guatemala qui serait présentée à la Commission lors de sa trente-neuvième session (résolution 1982/31).

1.7. A sa trente-septième session, l'Assemblée générale a invité le Gouvernement guatémaltèque et les autres parties concernées à coopérer avec le Rapporteur spécial et a prié la Commission des droits de l'homme d'étudier attentivement le rapport de son Rapporteur spécial et d'envisager à la lumière du rapport d'adopter de nouvelles mesures en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous au Guatemala (résolution 37/184).

1.8. A sa trente-neuvième session, le 8 mars 1983, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1983/37. La Commission se déclarait déçue qu'un rapporteur spécial de la Commission n'ait pas été en mesure d'effectuer une étude approfondie de la situation des droits de l'homme au Guatemala et demandait une fois de plus que le Président désigne dans les plus brefs délais, après avoir consulté le Bureau, un rapporteur spécial de la Commission ayant pour mandat d'effectuer, en se fondant sur tous les renseignements qu'il pourrait juger pertinents, y compris les observations et les renseignements que le Gouvernement guatémaltèque pourrait souhaiter présenter, une étude approfondie de la situation des droits de l'homme au Guatemala.

1.9. En application de cette résolution, le Président a décidé, après avoir consulté le Bureau, de nommer comme rapporteur spécial le vicomte Colville of Culross (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Sa nomination a été annoncée à la 57ème séance, le 11 mars 1983.

1.10. Le Président a reçu à ce sujet les communications suivantes : une lettre de lord Colville qui se déclarait disposé à assumer les fonctions de rapporteur spécial et une lettre du représentant permanent du Guatemala à Genève dont la partie pertinente est citée ci-après :

"D'ordre du Ministère guatémaltèque des affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement guatémaltèque accueille avec plaisir la nomination du vicomte Colville of Culross comme rapporteur spécial de la Commission, que toutes les facilités lui seront données pour s'acquitter de son mandat et qu'il peut être assuré de sa collaboration." (E/CN.4/1983/61, par. 3 b)).

1.11. Au paragraphe 9 de la résolution 1983/37, le Rapporteur spécial est prié de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session et un rapport final à la Commission à sa quarantième session.

1.12. Je suis donc entré en scène après avoir entendu le représentant du Guatemala accueillir avec satisfaction le paragraphe de la résolution 1983/37 qui a abouti à ma nomination.

1.13. Comme la résolution précédente n'avait pas pu aboutir à la nomination d'un rapporteur spécial, j'ai pensé que plus tôt j'accepterais l'invitation des Guatémaltèques, mieux ce serait. Je me suis donc rendu au Guatemala du samedi 25 juin au mardi 5 juillet 1983. C'est après cette visite qu'est intervenu, le 8 août, le changement de gouvernement. Mes toutes premières impressions quant aux conséquences de ce changement n'ont pu être que brièvement exposées dans le rapport préliminaire (A/38/485). Etant donné qu'un rapport fondé sur des données recueillies pendant l'été 1983 serait, de toute évidence, dépassé et ne répondrait pas aux besoins de la Commission, et qu'il fallait de plus examiner avec toute l'attention requise les activités du nouveau Gouvernement, j'ai effectué un second voyage au Guatemala du jeudi 24 novembre au mardi 29 novembre 1983. Je me suis ensuite rendu à New York où, en présentant le rapport préliminaire, j'ai passé brièvement en revue les principaux faits nouveaux. J'ai assisté à une partie du débat qui a suivi et j'ai étudié le texte des autres interventions sur ce sujet. Ultérieurement, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1983/100 dont le texte figure à l'annexe I.

1.14. Lors de ces deux visites, les bonnes dispositions du Gouvernement guatémaltèque ne se sont pas démenties. Toutes les portes m'ont été ouvertes; tout le monde s'est montré prêt à discuter volontiers des divers aspects de ce qui est sans aucun doute une situation très inquiétante; on a accédé de bon gré à mon désir de voyager librement dans les zones de conflit avec un minimum d'escorte militaire et de visiter des lieux de mon choix. J'ai donc eu accès à tous les départements gouvernementaux et j'ai bénéficié de la pleine coopération des militaires. Je suis bien entendu allé visiter certains projets que le gouvernement souhaitait me montrer. Aussi, en dépit d'un emploi du temps chargé, j'ai pu à chacune de mes visites, me rendre dans des zones et des villages d'accès extrêmement difficile et évaluer la situation sur place. Les plans figurant dans les annexes donnent une idée de ce qu'il m'a été possible de faire à cet égard. Pour ma part, je suis convaincu que c'est la meilleure façon de procéder.

1.15. Les réfugiés de l'Etat mexicain du Chiapas situé juste de l'autre côté de la frontière nord du Guatemala ont suscité beaucoup d'intérêt dans le monde entier. Je suis très reconnaissant de son aide à la "Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados" (COMAR) (l'organisme mexicain officiel chargé de s'occuper des réfugiés) car il n'est pas facile d'arriver jusqu'aux camps ni d'ailleurs d'en sortir. Ceux qui m'ont offert leur assistance savent combien ma gratitude est sincère.

1.16. Je me suis entretenu avec un grand nombre de personnes de divers pays de différents aspects des problèmes actuels du Guatemala et de leurs origines. Les membres de la Commission des droits de l'homme du Guatemala méritent toutefois une mention spéciale, car ils ont organisé la visite de nombreuses personnes qui souhaitaient me faire des déclarations personnelles qui m'ont été très précieuses et ils se sont donné beaucoup de mal pour m'aider. Je suis néanmoins reconnaissant à tous sans distinction des conseils et des avis que j'ai reçus. J'ai tenu tout particulièrement compte des observations qui m'ont été faites par les délégations à la Troisième Commission et à l'Assemblée générale, ainsi que de certains des entretiens que j'ai eus officieusement sur le rapport préliminaire avec de nombreuses personnes à New York, au début de décembre.

1.17. Je n'ai pas pu prendre connaissance avant ma première visite au Guatemala du rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme établi à la suite d'une visite de huit jours effectuée en septembre 1982. J'ai eu depuis l'occasion de lire ce rapport ainsi que les commentaires formulés à son sujet par le Ministère guatémaltèque des affaires étrangères. Je note que la Commission a fait un examen technique approfondi de la situation telle qu'elle lui a été présentée; la Commission s'est référée à une analyse précédente de la Constitution du 15 septembre 1965 et a examiné en détail la loi fondamentale du gouvernement - décret-loi 24-82 ainsi que les décrets ultérieurs, se rapportant notamment à l'état de siège et à la création de tribunaux spéciaux.

1.18. Comme je l'explique plus loin, le Guatemala a eu une série de constitutions dont la dernière date de 1965; j'ai également donné un résumé des dispositions législatives pertinentes promulguées par le gouvernement du président Rios Montt. Toutefois, aux fins de mes deux rapports j'ai adopté pour principe de décrire la situation telle que je l'ai observée sur place. Sans nier l'intérêt ni l'importance d'une étude comparée des décrets constitutionnels fondamentaux et des normes internationalement acceptées, il me semble toutefois plus intéressant d'informer la communauté internationale de la façon dont la politique proposée est mise en pratique. La levée de l'état de siège le 23 mars 1983 a créé une situation juridique totalement différente de celle qu'avait constatée la Commission

interaméricaine des droits de l'homme. D'autre part, le changement de gouvernement a été immédiatement suivi de réformes et d'une modification de la politique générale du gouvernement. Je me suis donc efforcé dans ce rapport de présenter l'arrière-plan historique et politique dont il faut tenir compte pour juger ces nouvelles politiques, de mesurer la portée des progrès réalisés et de rappeler aux lecteurs que des réformes d'une pareille ampleur ne peuvent, comme on le reconnaît d'ailleurs de toutes parts, se faire du jour au lendemain.

1.19. Ce genre de visite ne sert à rien sans une préparation solide et une organisation efficace, de plus, les renseignements doivent être soigneusement notés. C'est dire que les collègues qui m'ont accompagné se sont trouvés devant une tâche formidable. Je tiens à faire leur éloge à l'Organisation des Nations Unies pour l'initiative, la gentillesse, l'endurance et la compétence dont ils ont fait preuve.

2. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

2.1. Le Guatemala a ratifié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention sur les droits politiques de la femme, la Convention sur la nationalité de la femme mariée et la Convention relative au droit international de rectification. Il a ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Il a également ratifié le 25 mai 1979 la Convention américaine relative aux droits de l'homme, en formulant une réserve sur l'article 4. Dans le domaine du travail, le Guatemala a ratifié la Convention de l'Organisation internationale du Travail de 1948, concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (No 87) et la Convention de l'OIT de 1949 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (No 98).

2.2. Il a également adopté le décret-loi 34-83 du 29 mars 1983 par lequel il a approuvé la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et le Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967.

2.3. Pour des raisons techniques, le Guatemala n'a ratifié aucun des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Toutefois, il n'a pas contesté qu'on prenne les normes consacrées par ces pactes comme critère de référence dans le présent rapport. Cela pourrait être considéré comme un élément constructif en ce sens que les Pactes doivent servir non seulement à justifier les plaintes, mais, de manière plus positive, à permettre à la communauté internationale de guider un gouvernement réceptif.

3. HISTORIQUE

3.1. Le Guatemala est une société essentiellement rurale. Sa population de 7,8 millions d'habitants, dont plus des trois quarts vivent dans de petites communautés dispersées dans les montagnes et les vallées, se compose à plus de 50 % de Mayas, qui parlent 23 langues différentes et ont leur propre culture, particulièrement riche et variée.

3.2. Bien que la plupart des Guatémaltèques soient tributaires de l'agriculture pour leur subsistance, ils vivent en majorité dans les régions montagneuses où les lopins sont minuscules, une partie du terrain étant de toute façon incultivable. Les zones plus fertiles des plaines côtières et des autres régions du pays ont une population clairsemée et sont souvent regroupées en vastes unités, ou latifundia appartenant à de grands propriétaires fonciers.

3.3. Les zones de forte densité se trouvent dans les régions montagneuses de l'ouest et du centre, tandis que les zones faiblement peuplées sont situées essentiellement dans les plaines côtières du Pacifique et de l'Atlantique et dans les plaines d'El Petén au nord du pays. Cette répartition démographique est restée constante dans l'histoire du Guatemala. Les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays ont pris conscience de ce déséquilibre entre la répartition de la population et la répartition des ressources mais les tentatives de certains d'entre eux pour entreprendre une réforme agraire et amener des changements sociaux ont donné des résultats inégaux.

3.4. On cite toujours la période allant de 1944 à 1954 - période de réformes - comme la plus éclairée de l'histoire guatémaltèque. En 1944, le président **Jorge Ubico** fut renversé et remplacé par le président Juan José Arévalo Bermejo. Certaines réformes de base furent introduites pendant la présidence de ce dernier et une nouvelle constitution, d'orientation libérale, prévoyant des réformes ambitieuses dans les domaines de la politique, de l'économie et du travail, fut adoptée en 1945.

3.5. Un code du travail très détaillé fut promulgué en 1947 (il est toujours en vigueur à l'heure actuelle sous une forme légèrement modifiée); il reconnaissait aux travailleurs le droit de s'organiser, de mener des négociations collectives, de faire grève et de recevoir une indemnité en cas de licenciement non justifié. On encouragea la liberté de parole et la liberté de la presse et on autorisa la formation de partis politiques ainsi que leurs activités. Lors de la mise en oeuvre de ces réformes, le président Arévalo se heurta à une opposition considérable, mais il put néanmoins se maintenir à la présidence jusqu'à la fin de son mandat de six ans. Parmi les candidats à la succession, les mieux placés étaient Francisco Arana et Jacobo Arbenz Guzmán. Après l'assassinat d'Arana, Arbenz Guzmán devint le candidat officiel. Il fut élu avec le soutien de la gauche, battant le général Miguel Ydígoras Fuentes, et prit ses fonctions en mars 1951.

3.6. Sous la présidence d'Arbenz Guzmán, le parti communiste guatémaltèque des travailleurs (PGT) fut légalisé en 1951. Son influence au Congrès était limitée puisqu'il ne disposait que de quatre sièges sur 56, mais les chefs du PGT n'en jouèrent pas moins un rôle actif dans la réforme agraire et dans la création de syndicats et de ligues paysannes. La loi de réforme agraire fut promulguée en juin 1952. En vertu de ses dispositions, les grands domaines fonciers inutilisés (latifundia) devaient être expropriés et redistribués en petites parcelles aux paysans sans terre. La réforme agraire restait toutefois modérée dans ses objectifs. Seules les terres non cultivées des domaines de plus de 90,25 hectares devaient être touchées. Les expropriations profitèrent à 100 000 familles paysannes qui reçurent au total 607 000 hectares de terre. En février 1953, on entreprit d'exproprier 91 065,25 hectares sur les 121 408,33 hectares que possédait et exploitait la société américaine United Fruit, étant entendu que celle-ci serait indemnisée sur la base de la valeur imposable déclarée. Des protestations s'élevèrent quant à la constitutionnalité de la loi lorsqu'un particulier, tombant sous le coup de cette mesure, saisit les tribunaux pour demander de surseoir aux expropriations. La Cour suprême, divisée sur la question, émit une ordonnance enjoignant de ne pas appliquer la loi de réforme agraire tant que les dispositions n'en auraient pas été étudiées de manière plus approfondie. Les juges de la Cour suprême furent alors démis de leurs fonctions pour incompétence et immédiatement remplacés. Ces décisions représentaient une menace directe contre les intérêts des puissantes sociétés privées. En outre, ouvriers et paysans s'emparaient illégalement des biens de production, ce qui entraînait des conflits ouverts et

difficiles à contrôler entre propriétaires et travailleurs. Le 27 juin 1954, le président Arbenz Guzmán fut contraint de démissionner. Le colonel Carlos Enrique Díaz de León, commandant en chef des forces armées, fut porté à la présidence et resta au pouvoir jusqu'au 3 juillet 1954.

3.7. On trouvera à l'annexe II un résumé des événements qui se sont produits entre 1954 et le début de 1982, période caractérisée par la révolte qui a commencé en 1960, puis s'est transformée en une insurrection générale au cours de laquelle de nombreux combattants et civils ont trouvé la mort. Il convient aussi de noter que depuis 1963, le pays a en fait été gouverné en permanence par des militaires. La situation actuelle ne peut se comprendre que replacée dans ce contexte. Je reprends le récit détaillé des événements au moment où se produisirent ceux qui ont conduit au coup d'Etat de 1982. Il paraît logique de prendre le gouvernement qui a alors accédé au pouvoir comme point de départ d'une évaluation de la situation des droits de l'homme au Guatemala. Ce gouvernement a accepté d'emblée la nomination d'un rapporteur spécial puis lors de la visite que j'ai effectuée en été, j'ai pu m'entretenir avec les ministres et leurs délégués qui m'ont expliqué, à partir de leur propre expérience, les événements et les mesures prises.

3.8. En 1981, le gouvernement a décidé de tenir des élections, qui se sont déroulées le 7 mars 1982. Le candidat officiel à la présidence était le Ministre de la défense, le général Aníbal Guevara. Les autres candidats étaient Mario Sandoval Alarcón (MLN) et Alejandro Maldonado Aguirre (DCG). Une fois de plus, la décision finale a été prise par le Congrès. Celui-ci s'est réuni le 13 mars 1982 et a confirmé l'élection du général Guevara à la présidence, par 39 voix contre 13. Cependant, 14 membres sur 66 n'ont pas pris part au vote.

3.9. Le 23 mars 1982, un groupe d'officiers subalternes de l'armée ont fait un coup d'Etat. Estimant que les élections avaient été truquées, ils dénonçaient "le régime de terreur imposé par une minorité corrompue". Ce groupe a demandé au général Ríos Montt de prendre le pouvoir et de poser les fondements d'un régime véritablement démocratique.

3.10. Dans sa première déclaration, le général Ríos Montt a rappelé que, huit ans plus tôt, la fraude électorale l'avait empêché d'assumer la présidence. Il a également soutenu qu'il y avait eu fraude lors des élections présidentielles de 1978 et de 1982.

3.11. Le 30 mars, un nouveau cabinet, ou junte, a été constitué; il se composait de cinq officiers militaires et de six civils. Le général Ríos Montt en a pris la tête et a assumé également les fonctions de Ministre de la défense.

3.12. Le 27 avril, la junte militaire au pouvoir a promulgué le décret-loi No 24-82, qui est entré en vigueur le lendemain. Ce document, intitulé Statut fondamental du gouvernement, comprend 120 articles groupés en 17 chapitres. En vertu de l'article 2, l'Etat est gouverné "à titre temporaire" conformément aux dispositions de ce statut. Celui-ci est qualifié de "loi supérieure" et, partant, "aucune loi ne peut être contraire à ses dispositions". L'article 3 dispose que "l'autorité publique est exercée par une junte militaire composée d'un président et de deux membres". La junte est investie des pouvoirs législatif et exécutif (art. 4).

3.13. La structure du pouvoir a été modifiée le 9 juin, au moment où le général Ríos Montt a dissous la junte et a assumé le pouvoir suprême dans l'administration de toutes les affaires civiles et militaires.

3.14 Le statut garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire (art. 6) et le respect des droits de l'homme est considéré comme l'un des principes de l'ordre intérieur et des relations internationales du Guatemala.

3.15 Les décrets-lois ci-après ont été adoptés par la suite :

1. Décrets-lois 33-82 et 34-82 des 24 et 27 mai 1982, portant application de la loi d'amnistie pour "délits politiques et délits non politiques connexes". Cette loi est restée en vigueur 30 jours (juin 1982).
2. Décret-loi 46-82 du 1er juillet 1982, portant création des tribunaux spéciaux, habilités à imposer la peine capitale pour les "actes de terrorisme" définis à l'article 4 du décret-loi. L'article 7 dispose que les membres de ces tribunaux sont nommés par le Président de la République. Ce décret-loi instituait une procédure sommaire et limitait les voies de recours en excluant tout appel d'une décision rendue par le tribunal spécial (art. 33).
3. Décret-loi 65-82 du 17 août 1982, portant création du Conseil d'Etat en tant qu'organe ayant statut consultatif.
4. Décret-loi 111-82 du 14 décembre 1982, instituant une voie de recours dans le cas d'une condamnation à la peine capitale en application de l'article 4 du décret-loi 46-82 du 1er juillet 1982; ce décret-loi donnait suite à des recommandations formulées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui avait envoyé une mission au Guatemala en septembre 1982.

3.16 Par une lettre datée du 28 mars 1983, le représentant de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève a fourni les renseignements suivants : le 23 mars 1983, l'état de siège a été levé au Guatemala. En outre, trois nouvelles lois "d'une importance capitale et d'une portée considérable pour la scène politique nationale" ont été édictées. Ces lois sont les suivantes :

Décret législatif No 30-83, loi relative à l'organisation du tribunal électoral suprême, en date du 23 mars 1983. Cette loi institue un tribunal électoral suprême autonome et permanent, dont la juridiction s'étend sur l'ensemble du pays. Elle arrête également l'organisation, le fonctionnement et les pouvoirs de ce tribunal.

Décret législatif No 31-83, loi relative au registre des citoyens, en date du 23 mars 1983. Cette loi porte création d'un registre des citoyens, en tant que département technique du Tribunal électoral suprême.

3.17 Le 8 août 1983, le Conseil des forces armées a relevé le président Ríos Montt de ses fonctions et a nommé le général Oscar Humberto Mejía Victores président et ministre de la défense, ce dernier poste étant celui qu'il occupait auparavant. Entre autres dispositions, la proclamation publiée à cette occasion réaffirme la détermination du gouvernement d'éliminer la corruption à tous les niveaux et de poursuivre le processus de retour à la constitutionnalité démocratique, avec la coopération de tous les secteurs de la collectivité et annonce de nouvelles réformes et la poursuite de la lutte contre la subversion "marxiste-léniniste".

3.18. Depuis le mois de mars 1982, différentes amnisties ont été successivement décrétées. En novembre, j'ai appris que celle qui était en vigueur à ce moment-là le resterait jusqu'au 17 mars 1984 ^{1/}. Très nombreux ont été ceux qui en ont bénéficié, notamment des guerilleros actifs et des habitants des campagnes qui les avaient suivis dans les montagnes. Le gouvernement estime que l'amnistie est un moyen de lutte très efficace contre les guerilleros.

4. LE CONFLIT ACTUEL

4.1. C'est sur la toile de fond de l'histoire ainsi que des injustices et déceptions de l'époque contemporaine depuis 1954 que se sont développés les mouvements révolutionnaires. Il est des partis constitués de longue date, tel le parti social-démocrate, qui préconisent l'adoption de réformes par la voie constitutionnelle et ce notamment parce que, comme le faisait observer ce parti lors de son congrès de février 1983, 20 années de conflit armé n'ont pas donné de résultats particulièrement prometteurs.

4.2. D'autres ont pris les armes, désespérant d'accomplir les réformes par d'autres méthodes. Les principaux groupes révolutionnaires ont fusionné en janvier 1982 pour former l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), à laquelle, au terme de discussions, contribuant de s'intégrer quelques autres factions du PGT - le parti communiste traditionnel. Se refusant à adhérer à l'URNG, une autre organisation, le Mouvement révolutionnaire du peuple (MRP-IXIM), agit indépendamment depuis juillet 1982. Les dirigeants de l'URNG m'ont indiqué en bref qu'ils s'emploient à faire respecter le droit à la vie et les droits qui sont énoncés dans les deux pactes internationaux, à promouvoir une transformation économique, incluant une réforme agraire, et à instaurer des garanties assurant aux indigènes et "Ladinos" (des sang-mêlé ou des indigènes ayant abandonné leur mode de vie traditionnel) le même statut qu'aux personnes d'origine européenne et qu'aux autres secteurs démocratiques de la société, chrétiens compris.

4.3. Ainsi se présente le mouvement guérillero qui, de l'avis général, est presque entièrement d'origine locale, les influences ou les éléments étrangers y étant très rares. On compte parmi ses dirigeants des personnes instruites d'origine européenne. Quelques officiers semblent avoir été formés à l'étranger et une partie des armes proviendrait du marché international. Toutefois, il fait état, dans ses publications, d'armes et de munitions prises à l'armée guatémaltèque. L'Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas (ORPA), active dans le sud et l'ouest du Guatemala, a publié en septembre 1983 un document donnant, entre autres, une liste des armes et munitions saisies pendant les 12 mois précédents; les combattants sont surtout des indigènes et des Ladinos. Les données ne sont pas seulement celles que fournit le mouvement lui-même, par exemple dans les publications de l'E.L.P. (Armée de guérilla des pauvres). Elles sont entièrement corroborées par les réfugiés de l'intérieur et d'anciens guérilleros eux-mêmes, qui ont été amnistiés et avec lesquels je me suis entretenu au cours de mes deux visites.

4.4. Les combattants interviennent surtout dans les campagnes bien qu'un repaire souterrain du PGT (et ce n'était pas le premier) ait été découvert à Guatemala le 2 juin 1983 puis d'autres, depuis lors. J'ai aussi de très bonnes raisons de croire qu'ils opèrent, de temps à autre, à partir de positions situées de l'autre côté de la frontière mexicaine, sans toutefois penser qu'ils utilisent à cette fin les camps de réfugiés eux-mêmes.

^{1/} Voir le Décret-loi No 1-84 du 1^{er} janvier 1984.

Ces agissements sont absolument réprouvés par le Gouvernement mexicain, qui contrôle strictement la vente des armes et fait tout pour que son territoire ne serve pas de refuge aux guérilleros. Néanmoins, sur une bonne partie de son tracé, la frontière qui sépare les deux pays, au nord des départements de Huehuetenango et du Quiché, au Guatemala et le long de l'Etat mexicain du Chiapas, n'est pas indiquée et passe par la lointaine forêt tropicale humide que ne traverse aucune piste et où les efforts les plus acharnés du Gouvernement mexicain restent vains. Cette information m'a été fournie, entre autres sources, par deux anciens guérilleros que l'armée avait interceptés, que j'ai interrogés à Huehuetenango et qui ont été amnistiés. Je tiens d'une autre source, dans le village d'Agua Zarca (annexe III, No 17), ce qui s'y est passé le 25 mai 1983. Ce village est situé à environ 2 km de la frontière mexicaine, si près d'ailleurs du Mexique que les villageois traversent la frontière pour faire leurs emplettes. Ce jour-là une forte bande d'hommes armés (80 environ) a attaqué le village et j'ai été mis au courant des détails par des membres de la patrouille civile qui était intervenue et avait perdu quatre de ses hommes et un officier. Tout semble indiquer que les assaillants venaient de l'autre côté de la frontière bien qu'il se soit agi, pour la plupart, d'indiénes guatémaltèques.

4.5. Au cours de ma deuxième visite, le Chef de l'Etat et le Ministre de l'extérieur m'ont dit que les activités subversives se trouvaient désormais circonscrites à des zones peu étendues et nettement délimitées et que les guérilleros se livraient maintenant à des actions criminelles destinées à leur procurer des fonds. A l'inverse, les documents publiés par les guérilleros font surtout état d'attaques armées continuelles, décrivant en détail embuscades et affrontements qui se sont succédé jusqu'à l'automne de 1983. Il existe des cartes qui montrent les sphères d'influence des trois grandes formations de l'URNG. Ainsi, en novembre 1983, l'armée subit des pertes au cours d'une embuscade dressée dans le département de Sololá; ce même mois, elle s'est livrée à une vaste opération, largement relatée dans la chaîne des montagnes du Chamá, située au nord des départements du Quiché et d'Alta Verapaz. Confirmation m'en a été donnée lors de mon passage, en novembre, à Lancetillo (annexe V, No 3), situé à l'extrémité sud de cette région. Maintenant comme avant, les combattants rôdent dans les régions boisées et reculées du nord et du nord-ouest du pays (et parfois dans d'autres secteurs) où ils dépendent pour beaucoup de la population locale dont le mode de vie est décrit ci-après. Leur façon d'opérer frappe par son uniformité. J'ai recueilli à ce sujet des informations de première main à travers tout l'Altiplano, auprès de groupes de gens qui, après s'être réfugiés dans des régions écartées, étaient revenus dans les différents villages et centres de réinstallation protégés qui sont décrits aux paragraphes 7.3.1 à 7.3.7.

4.6. Dans certains cas, les guérilleros avaient d'abord installé leurs bases dans des villages dont la population s'occupait d'eux et assurait leur subsistance. Si la surveillance de l'armée se faisait trop vigilante, ou parfois sans raison aucune, ils obligeaient les paysans à les accompagner dans les montagnes, forçant les hommes à cultiver la terre et les femmes à laver leur linge et préparer leurs repas. Les villageois étaient également contraints de prendre une part active aux opérations menées contre l'armée, par exemple en participant aux attaques ou au moins en préparant les mines antipersonnel Claymore qui ont été très fréquemment utilisées durant le conflit. Aucun de ces paysans ne l'admettrait aujourd'hui, mais il n'en reste pas moins qu'ils connaissent souvent fort bien ces mines. Le chef d'un groupe de 70 indigènes que j'ai rencontré à Cobán (annexe III, No 9), le lendemain de leur retour d'une expédition de 15 mois dans la forêt, m'a dit avoir été obligé de prendre le commandement de ces hommes et de les endoctriner.

Les guérilleros s'étaient assuré le concours de ces groupes, parfois par la force, en leur promettant qu'ils vaincraient l'armée, qu'ils exerceraient le pouvoir et instaурeraient une société plus juste. Il semble pourtant que la teneur idéologique de ces discours ait été minimale. Souvent sinon toujours, les promesses s'accompagnaient de menaces de violence et de terreur : les guérilleros pourraient brûler leur village ou assassiner les uns après les autres les chefs de la communauté. Une fois arrivés dans les montagnes, les villageois étaient menacés de mort s'ils tentaient de s'échapper, menace qui, souvent, était mise à exécution. Les guérilleros disaient en outre aux paysans que, s'ils se rendaient, les soldats de l'armée les tueraient. Les menaces proférées par les guérilleros rejoignaient d'ailleurs les craintes des paysans puisque nombre d'entre eux se trouvaient dans les montagnes au moins depuis le début de 1982 et savaient à quoi s'en tenir quant au comportement de l'armée depuis cette époque et avant. C'est ainsi qu'en dépit de dures épreuves, de maladies et d'une mortalité pouvant aller jusqu'à 50 %, les paysans sont restés dans les montagnes avec les guérilleros.

4.7. Cette même description des faits, à quelques infimes variantes près, m'a été donnée, dans une vaste région, par plusieurs groupes qui souvent venaient d'arriver. Il semble impossible de l'écarter sous prétexte d'affabulation, d'autant plus qu'elle concorde avec les dires des guérilleros qui prétendent avoir pu, jusqu'à une date récente tout au moins, compter avec le concours d'une grande partie de la population rurale.

4.8. Devant les succès remportés par la guérilla, l'armée semble s'être montrée impitoyable. Jusqu'au moment en tout cas où elle a commencé à appliquer une nouvelle politique d'assistance à la population rurale, l'armée soupçonnait la majorité des paysans d'avoir pour le moins des tendances à l'activité subversive. Différencier les paysans des guérilleros était pratiquement impossible, puisque ces derniers ne portaient que rarement l'uniforme pendant la journée. A titre indicatif, je rappellerai que les habitants de Choatalun (voir annexe III, No 22), dans la commune bien connue de San Martin Jilotepeque dans le nord du département de Chimaltenango, m'ont avoué qu'à une époque le village tout entier était acquis à la subversion. Et il ne s'agissait pas d'engagements de petite envergure mais bien d'une guerre civile en bonne et due forme. Les guérilleros utilisaient, et utilisent encore, des fusils et des canons de toutes sortes ainsi que les mines Claymore dont j'ai précédemment fait mention. Cachés à peu près à hauteur d'épaule dans un arbre, un rocher ou un mur, ces engins sont détonés par un combattant dissimulé lorsqu'une patrouille passe et l'explosion disperse des éclats dans toutes les directions. On peut citer parmi d'autres méthodes la technique bien connue de la fosse creusée sur un sentier, remplie de piquets pointus et camouflée. Il s'agit là de pratiques courantes et j'ai vu les victimes de ces armes et dispositifs dans les hôpitaux de Playa Grande (annexe III, No 6) et de Guatemala (annexe I, No 1). Alors que je me rendais à Nebaj en juin, une patrouille militaire est tombée dans une embuscade qui a fait deux tués et plusieurs blessés, dont un grièvement. Dix-huit jours plus tôt, l'armée avait tué 14 guérilleros dans la région, mais trois de ses soldats avaient été blessés.

4.9. Cette activité militaire soutenue prouvait bien que les guérilleros n'avaient pas tort de se déclarer invaincus. Comme indiqué plus haut, cela semble toujours vrai. J'ai néanmoins eu l'impression que l'armée était parvenue vers la fin de 1982 à dégager la population rurale de leur emprise. On continue à annoncer des amnisties et à faire activement campagne pour persuader les réfugiés de l'intérieur de rentrer chez eux. Les groupes qui l'ont fait ont reconnu que les lâchers aériens de tracts et les émissions radiophoniques avaient commencé à produire leurs effets. Outre les épreuves qu'ils avaient endurées, ils avaient

parfois été abandonnés à leur sort par les guérilleros, malgré les promesses de ces derniers. Dans d'autres cas, les guérilleros soutenaient que les émissions radiophoniques étaient mensongères et que, par exemple, une émission faite en langue ixil ne pouvait être qu'enregistrée puisqu'ils avaient eux-mêmes tué l'annonceur [en fait, celui-ci était à mes côtés lorsque ce récit nous a été fait à l'aéroport de Nebaj (annexe III, No 12)]. Des éclaireurs étaient envoyés dans les agglomérations. Dès qu'un groupe y trouvait refuge, ses membres parlaient d'autres groupes encore cachés. Lors de ma première visite à Cobán (annexe III, No 9), on avait eu vent de l'existence d'un de ces groupes et l'on se préparait à partir à sa recherche. A mon retour, trois jours plus tard, le groupe avait été retrouvé et mené au centre. D'autres groupes avaient été débusqués ou interceptés par l'armée ou les patrouilles civiles. Tous ont dit avoir été terrifiés à l'idée de ce qui allait leur arriver, puis surpris de la façon dont on les avait accueillis.

4.10. Ceci nous amène à l'autre aspect de l'histoire, à savoir les raisons pour lesquelles les guérilleros avaient si bien su exploiter la crainte que l'armée inspirait à la population. Aux dires d'un officier supérieur rencontré à Huehuetenango (annexe III, No 16) l'armée n'avait pas jusqu'en 1982 clairement compris la stratégie des guérilleros. Dès qu'elle s'est rendu compte, par la suite, qu'ils cherchaient à se rallier à la population, l'armée a changé de méthodes. Avant 1982, il n'était nullement question d'aider la population et il nous faut ajouter que selon toute apparence, même après le 23 mars 1982, l'armée n'a pas immédiatement changé de tactique.

4.11. Sauf dans la mesure où ils peuvent expliquer la situation des réfugiés au Mexique (voir par. 4.4. et 7.2.1. à 7.2.7.) mon propos n'est pas de commenter les événements antérieurs à l'arrivée au pouvoir du président Ríos Montt. Par la suite, on continue néanmoins d'entendre parler de massacres perpétrés par l'armée. J'ai voulu vérifier, en y mettant toutes les ressources de mon habileté, l'exactitude du récit que m'a fait un témoin oculaire d'un massacre qui se serait produit à Chichupak, dans la Baja Verapaz. Mon informateur ne pouvait en aucune façon savoir que les menus détails et indications qu'il me fournissait corroboraient en fait les renseignements obtenus d'autres sources. De même, je ne peux mettre en doute ce que m'a dit le père Ricardo Falla au sujet des meurtres commis à San Francisco, Nentón, dans le département de Huehuetenango, puisque, là encore, il cite de petits détails anodins qu'il semble impossible d'inventer.

4.12. On ne saurait toutefois en déduire qu'il faut apporter foi à toutes ces assertions, et ce qu'a dit le père Falla sur la façon dont se propagent ces histoires terrifiantes mérite d'être cité :

"Il est une autre raison pour laquelle il nous faut étudier à fond les massacres de San Francisco, à savoir que c'est principalement à cause d'eux que 9 000 personnes ont fui le nord du département de Huehuetenango pour se réfugier au Mexique (en juillet-août 1982). En suivant le cheminement des nouvelles à partir du village concerné jusqu'aux villages avoisinants ... puis, de là, jusqu'aux camps de réfugiés et aux principaux quotidiens, on se rend compte que les informations changent en passant de bouche à oreille. Mais si elles se déforment, un fond de vérité demeure. Certains témoignages constituent une deuxième ou une troisième version, mais on ne saurait les écarter sous prétexte que certains renseignements sont erronés ou que les chiffres changent."

J'en conviens, et j'irais même plus loin. Certains récits sont intentionnellement sélectifs, pour des raisons que je n'essaierai pas de percer. Un prétendu massacre de civils que m'a relaté un témoin oculaire s'est avéré, après complément d'enquête, avoir été le fait de villageois pris entre deux feux dans une région connue pour ses tendances subversives, les victimes, tant civiles que militaires, étant ensuite transportées à l'hôpital par les hélicoptères de l'armée. De la même façon, on a beaucoup parlé d'un sinistre massacre de civils par l'armée, le 22 décembre 1982, à Parraxtut, dans la partie occidentale du département du Quiché. Il se trouve qu'une mission de la Commission interaméricaine des droits de l'homme s'est rendue dans ce village en septembre dernier. On a prétendu que 350 personnes avaient été assassinées en décembre, mais j'ai maintenant sous les yeux un document rédigé en juin 1983 par un civil bien informé, qui, après s'être longuement entretenu sur place avec les habitants de Parraxtut, est arrivé à la conclusion que cette histoire avait été fabriquée de toutes pièces sans qu'aucun journaliste de l'extérieur l'ait vérifiée avant de la publier. Il y a cependant d'autres allégations selon lesquelles, à cinq reprises probablement, au début de 1982, des habitants de ce même village auraient été tués, mais, là encore, personne ne semble avoir vérifié ces assertions et celles-ci font problème. Ces incidents se seraient produits avant l'arrivée de la Commission interaméricaine des droits de l'homme mais ils n'ont de toute évidence pas été portés à sa connaissance par les villageois, qui lui ont pourtant signalé un autre incident datant de 1980.

4413. Je ne saurais donc recommander de prendre pour argent comptant tout ce qu'on entend raconter. Autre exemple : plusieurs apports font état d'enfants tués à coups de baïonnette par des soldats, alors que j'ai pu constater moi-même que l'armée n'est équipée ni de baïonnettes, ni d'armes sur lesquelles on pourrait les fixer. Malgré cela, force m'est de conclure que même sous la présidence du général Ríos Montt des atrocités ont été commises au mépris total des droits de l'homme les plus élémentaires.

Il reste maintenant à déterminer si ces pratiques sont encore en vigueur sous le Gouvernement du général Mejía. Il y a toujours, dans les forces armées de n'importe quel pays, des individus qui commettent des délits plus ou moins graves. Cela est également vrai dans les unités irrégulières du type de celles que constituent par exemple les patrouilles civiles au Guatemala. Ce qui intéresse au plus haut point la question des droits de l'homme, c'est le degré de discipline exercé pour prévenir de tels abus de pouvoir, pour enquêter sur des allégations qui en font état et pour prendre des mesures envers ceux qui en sont responsables. Je reviendrai sur cette question au paragraphe 6.4 ci-après.

La mission que j'ai effectuée dans la zone située à la frontière du Mexique ou dans les régions avoisinantes avait aussi pour objet de déterminer si l'on y trouvait des signes visibles d'une politique "de terre brûlée" ou d'un cordon sanitaire. Je n'ai trouvé de traces de feu que par endroits dans le nord du département du Quiché où l'on pratique la méthode de culture par brûlis, technique agricole en usage également dans d'autres régions de l'Altiplano. J'ai aussi vu un village abandonné, mais intact, dans la région d'Ixcán (annexe III, No 7). Autrement, la région semble être de toute façon peu peuplée et très boisée. Je ne peux donc apporter aucune preuve à l'appui de ces assertions. L'existence, dans le nord-ouest du département de Huehuetenango, du village d'Agua Zarca (annexe III, No 17), à 2 km à peine de la frontière, indique que, dans cette région au moins, la population de la zone frontalière reçoit appui et subsistance (voir par. 4.4).

5. INTRODUCTION DE REFORMES

5.1. Comme indiqué précédemment, les troubles au Guatemala sont dus en grande partie au traitement inéquitable dont fait l'objet depuis longtemps la population autochtone privée en fait, pour l'essentiel, de tous droits économiques, sociaux et culturels. Bien que les réformes dont l'introduction est en cours ou à l'étude doivent bénéficier à tous les Guatémaltèques, elles visent tout particulièrement la population autochtone.

5.2. Celle-ci descend de la grande civilisation maya. J'ai rencontré un nombre élevé de ces indigènes et les ai trouvés ouverts, travailleurs et d'une grande endurance. Ceux qui assument certaines responsabilités, ainsi les membres autochtones de l'ancien Conseil d'Etat, les maires ou le jeune comptable (en fait, une "ladino") qui m'a fait visiter une station agricole expérimentale de l'Etat, ont pu faire la preuve de leurs capacités. Il convient de rappeler certains aspects de leur histoire. Un vieil homme d'Etat guatémaltèque m'a rapporté que, dans la première moitié du XVI^e siècle, peu après l'occupation du pays par les conquistadores, les papes Clément VII et Paul III avaient certifié qu'il fallait considérer les Indiens comme des êtres humains à tous égards. Il n'empêche que pendant près de 450 ans, on a professé à leur endroit des sentiments qui trouvent leur expression la plus extrême dans le dicton "Tuer un Indien n'est pas tuer un homme". Nous avons évité d'utiliser le mot "Indien" dans le présent rapport, l'équivalent espagnol pouvant avoir un sens péjoratif. Un grand nombre d'autochtones ont émigré vers la périphérie des grandes villes. Les autres, soit qu'ils possèdent de petites exploitations sur des terres peu fertiles, soit qu'ils ne possèdent rien, parviennent à peine à assurer leur propre subsistance. Le maïs, qui constitue leur aliment de base, est cultivé sur des pentes extrêmement raides et peut être planté là où les forêts ont été rasées et brûlées, mais il en résulte une érosion des sols d'autant plus grave que la culture en terrasse, qu'on commence à utiliser (voir ci-dessous), est inconnue des autochtones.

5.3. Le dénuement a, de tout temps, poussé les autochtones à émigrer une ou deux fois par an vers les grandes plantations du littoral ou de l'intérieur dans l'espoir d'y trouver du travail et d'y gagner un peu d'argent pour leur subsistance. Comme il s'agit principalement de plantations de café, de sucre et de coton qui exigent une forte main-d'oeuvre saisonnière, on comprend l'importance de ces travailleurs migrants. Cette situation est illustrée par une législation du travail datant de 1877 et intitulée Reglamento de Jornaleros, qui définit la réglementation générale en matière de contrats de travail. Cette loi révisée en 1964 et légèrement modifiée par la suite, est demeurée en vigueur jusqu'en 1934. Elle classait les travailleurs agricoles en trois grandes catégories (colonos, jornaleros habilitados et jornaleros no habilitados), selon qu'ils habitaient ou non dans la plantation et en fonction de la durée de leur contrat. La loi exigeait que tous les travailleurs possèdent des libretos, carnets où l'employeur marquait les sommes au débit ou au crédit de ses employés. Comme ceux-ci étaient le plus souvent analphabètes, on devine l'exploitation et les injustices dont ils ont fait l'objet. On s'arrangeait parfois pour qu'ils demeurent continuellement endettés, et donc obligés de par la loi à travailler en permanence dans la plantation. A partir de 1934, avec l'entrée en vigueur de la loi sur le vagabondage, les personnes ne cultivant pas une terre d'une superficie donnée se trouvaient obligées de travailler un certain nombre de jours au service d'une autre personne. Les travailleurs devaient en permanence avoir sur eux une carte où les employeurs marquaient le nombre de jours de travail effectués. Si le minimum n'était pas atteint, le travailleur pouvait être accusé de vagabondage.

La Constitution de 1945 a mis fin à tout cela et énoncé des principes méritoires en ce qui concerne les droits des travailleurs, instituant notamment un salaire minimal et des tribunaux du travail, entités judiciaires autonomes chargées de résoudre les conflits du travail. Le code du travail adopté en 1947 a traduit ces principes en dispositions précises et détaillées.

5.4. Depuis lors, toutefois, de nouvelles restrictions leur ont été apportées, en ce qui concerne par exemple la création de syndicats dans les campagnes (et ailleurs). Le versement de salaires effectifs inférieurs au minimum légal est un motif constant de doléances et les conditions de vie faites aux travailleurs migrants dans les grandes exploitations ont fait l'objet de vives et persistantes critiques. Or, ainsi que j'en ai eu la preuve lorsque j'ai visité la plantation de canne à sucre de Pantaleon à Escuintla (voir annexe III, No 2), il est possible de remédier à cette situation. Les travailleurs permanents sont progressivement installés hors de la plantation dans des logements dont ils peuvent devenir propriétaires grâce à des facilités de crédit. Une fois propriétaires, ils ne sont plus tenus de continuer à travailler sur la plantation. Ils disposent d'installations et de services sanitaires, sportifs et sociaux; en outre, comparées aux conditions de logement dans l'Altiplano, celles de la main-d'oeuvre saisonnière sont relativement décentes. Malheureusement, les normes appliquées par ces exploitants éclairés ne sont pas généralisées. Elles ont pourtant des conséquences positives sur le plan économique, étant donné qu'elles attirent les travailleurs migrants. Une telle situation relève clairement de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

5.5. Ces problèmes sont liés à la répartition inéquitable des terres. C'est ainsi que 2 % de la population détient 60 % des terres privées. Dans les grandes plantations, une partie des terres n'est jamais cultivée. Si l'on excepte la période entre 1944 et 1954, la réforme agraire n'a pratiquement existé que sur le papier. Il est, du nord du Quiché au sud d'El Petén et du nord d'Alta Verapaz à la côte des Caraïbes une zone, appelée Franja Transversal del Norte, qui est non seulement fertile et riche en ressources minérales (pétrole et nickel) mais encore en grande partie propriété de l'Etat.

5.6. Dans les années 70, les autorités avaient promis que, lorsque le nouveau réseau routier donnerait accès à cette zone, des terres seraient distribuées à une partie de la population rurale. Non seulement ces promesses n'ont pas été tenues, ce qui a été ressenti avec amertume par la population, mais d'immenses domaines ont été acquis par des membres de la classe dirigeante.

5.7. Le gouvernement Ríos Montt avait ouvertement reconnu que des abus avaient été commis, depuis des siècles, aussi bien contre la population autochtone que, dans une certaine mesure, contre les Ladinos. Les réformes actuellement prévues visent expressément à remédier à la marginalisation économique et politique de ce secteur de la population. Dans son discours du 8 août 1983, le président Mejía a déclaré qu'il fallait s'attacher à définir et appliquer des politiques en la matière. Elles iraient de pair avec l'exécution des plans plus généraux relatifs à la reconstruction du pays et à la réinstallation des populations déplacées, à propos desquels la visite que j'ai faite en novembre m'a permis de réunir un complément de renseignements et d'observations personnelles.

5.8. La politique du gouvernement Ríos Montt reposait sur trois thèmes fondamentaux : l'élimination de la rébellion, l'instauration d'une participation démocratique aux affaires publiques, sans doute à une échelle plus grande que jamais auparavant, l'adoption de toute une série de mesures qui permettraient de reconstruire le pays dévasté par la violence tout en amorçant une réduction des disparités de niveau de vie et de toutes les inégalités de chance entre les différents secteurs de la société. Cette politique demeure, à quelques modifications près, celle que poursuit activement le nouveau gouvernement.

5.9. Il est inutile d'insister sur le fait que la paix est souhaitable en tant que condition essentielle à la promotion des droits de l'homme. Nul progrès ne pourra être accompli tant qu'il n'aura pas été mis fin aux déplacements de populations, à la destruction d'écoles, de locaux de l'administration municipale et d'autres éléments d'infrastructure, ainsi qu'à d'autres formes de tracasseries. La situation a commencé à changer, mais l'avenir ne pourra que demeurer incertain tant que la violence persistera. Ainsi, les efforts du Comité de reconstruction nationale, dans le vaste département septentrional d'El Peten, sont actuellement perturbés par des activités subversives.

5.10. Elections démocratiques : Article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

5.10.1. Mention a été faite du Décret législatif No 30-83 relatif à l'institution d'un tribunal électoral suprême autonome. Le Président de la Cour suprême, M. Ricardo Sagastume Vidaurre, a commencé par former un comité de présentation des candidatures composé de personnalités indépendantes appartenant aux milieux universitaires. Celles-ci ont proposé aux membres de la Cour suprême, le 19 mai 1983, les noms de 20 juristes parmi lesquels la Cour a choisi cinq membres. Le 23 mai, les personnalités suivantes, toutes des magistrats, ont été élues :

Arturo Herburger Asturias (Président)

Gonzalo Menéndez de la Riva

Manuel Ruano Mejía

Ricardo René Búcaro Salaverría

Julio César Ordoñez Polanco

Le Tribunal a été officiellement constitué (malgré la proclamation de l'état d'urgence) le 30 juin 1983.

5.10.2. Dans l'immédiat, la tâche principale du Tribunal est triple : organiser l'établissement de nouveaux registres électoraux, surveiller la procédure en vertu de laquelle les Comités seront dûment autorisés à fonctionner en temps que noyaux des futurs partis politiques qui participeront aux élections; et élaborer une loi électorale détaillée afin de la présenter au Chef de l'Etat. Voici ce qui avait été fait à la date à laquelle je me suis entretenu avec les membres du tribunal, soit le 25 novembre, et dans les jours suivants :

5.10.2.1. L'administration précédente avait commandé la mise en place d'un système électronique très perfectionné qui suscitait de vives inquiétudes en raison des violations éventuelles de la vie privée qu'il pouvait entraîner 2/. Ce matériel,

2/ Voir A/38/485, par. 140 (10).

avait-on appris entre-temps, était non seulement extrêmement coûteux mais la livraison en était incertaine; cette commande a été annulée. Le système choisi pour le remplacer repose sur la carte d'identité ordinaire (cedula de vecindad) que possède chaque citoyen. Sur présentation de cette carte, toute personne est enregistrée comme électeur dans sa commune. Les personnes alphabétisées sont tenues de s'immatriculer; par contre cette démarche est facultative pour les analphabètes.

5.10.2.2. Vu les antécédents de fraude électorale, ce système a lui aussi fait l'objet de critiques en raison du risque d'immatriculation multiple qu'il comporte. D'aucuns prétendent, par exemple, que la carte d'identité d'une personne décédée peut être présentée pour voter une deuxième fois sous un autre nom. Le fait que la carte d'identité soit munie d'une photographie offre cependant une garantie.

5.10.2.3. La violence qui sévit depuis quelques années pose également un grave problème. Beaucoup de personnes ont perdu leur carte d'identité ou, prétendent-elles, en ont été dépossédées par les guérilleros. Un duplicata peut être obtenu sur présentation d'un extrait de naissance à la mairie. Toutefois, nous l'avons vu, les locaux de l'administration municipale ont été la cible d'attaques subversives et beaucoup ont été la proie d'incendie au cours desquels les registres ont été détruits. Ce problème m'a été exposé, dans un style imagé, en novembre, par le maire de San Andrés Semetabaj, département de Sololá (Annexe V, No ...); une aide du gouvernement central a été promise. Les locaux de l'administration municipale de San Andrés Semetabaj ont été incendiés il y a deux ans. Cette situation est très fréquente.

5.10.2.4. Les opérations d'immatriculation ont commencé dans la capitale et dans d'autres zones urbaines. Selon un communiqué de presse du 1er décembre 1983, le processus est en bonne voie et 210 000 personnes ont été immatriculées. Dans les autres régions, des centres d'immatriculation ont été mis en place, les prochains départements visés étant ceux qui sont situés à la périphérie et au sud de la capitale. Des renseignements détaillés seront diffusés par la radio qui insistera sur la nécessité de se faire immatriculer. La plupart des personnes, même dans les régions les plus isolées du Guatemala, ont accès à un poste radio à transistors. Selon les derniers communiqués de presse, à la fin de l'année 519 205 personnes étaient immatriculées dans le département de Guatemala, 52 624 dans celui de Sacatepequez, 35 631 dans celui de Jalapa, 19 244 dans celui de Zacapa et 28 760 dans celui d'El Progreso.

5.10.2.5. Les Comités ont demandé à être immatriculés comme représentant le noyau des partis politiques. On ne sait pas très bien combien d'entre eux remplissaient les conditions exigées : 25 à 30, selon le gouvernement, 12 d'après le communiqué de presse du Tribunal. Selon une source indépendante, 34 groupes se constituent en comités. Il est évident que les demandes émanent de groupements politiques assez divers. Il convient de noter que des propositions continuent à être faites à un certain nombre de partis, dont le PSD, pour qu'ils participent aux élections.

5.10.2.6. Le projet de loi électorale est prêt (Décret No 3-84).

5.10.3. Le Tribunal électoral suprême sera appelé, le moment venu, à accomplir une dernière tâche en tant qu'organe judiciaire chargé de trancher tous différends surgissant à propos de la procédure électorale. En attendant d'assumer ce rôle, il se borne à régler des détails techniques concernant l'immatriculation et la procédure électorale. Il ne cherche pas à encourager les Guatémaltèques à participer activement à la vie politique ou même à voter, cette tâche appartenant aux partis proprement dits.

5.10.4. Le calendrier des étapes marquant le retour à la démocratie, tel qu'il est partiellement établi dans le décret-loi No 3-84, se présente comme suit :

a) Elections constitutionnelles, en mars 1984 au plus tard, en vue d'élire 65 députés représentant les circonscriptions électorales et 23 députés, la nation tout entière (ce système de représentation mixte au sein d'une seule chambre constitue un objet de préoccupation pour le Tribunal électoral suprême).

b) Election d'une Assemblée constituante le 1er juillet 1984.

c) Réunion de l'Assemblée constituante, le 31 août 1984 au plus tard (ou plus tôt si toute procédure judiciaire a pu être évitée ou, sinon, réglée) afin d'élaborer une nouvelle Constitution, une loi électorale, des lois d'amparo, d'habeas corpus et des lois relatives à la constitutionnalité.

d) Mise en place d'un nouveau gouvernement constitutionnel au plus tard le 1er juillet 1985 : (cette mesure n'est pas prévue dans le Décret-loi No 3-84).

Le Gouvernement avait laissé entendre que ces dates pouvaient être avancées (dans la mesure où cela laissait aux nouveaux partis politiques qui souhaitaient se constituer toute possibilité de le faire). Il semble que l'on s'achemine effectivement vers un réaménagement en ce sens du calendrier prévu.

5.11. Le Conseil d'Etat

5.11.1. L'administration Ríos Montt avait créé un Conseil d'Etat, dont les membres, bien que désignés par le gouvernement, étaient largement représentatifs de l'ensemble de la population. Il convient de souligner, sans que cela diminue en rien les mérites des autres membres, que pour la première fois dans l'histoire du pays, les populations autochtones avaient un certain nombre de représentants propres. J'ai assisté pendant plusieurs heures aux sessions du Conseil, en juin. Celui-ci s'est prononcé dans son ensemble en faveur du programme "Des fèves et des fusils" (voir plus loin) et a convenu que l'"ouverture politique" était le progrès le plus marquant qu'ait enregistré le Guatemala. non sans souligner qu'une éducation politique des masses rurales était nécessaire. Le Conseil, s'il soutenait l'action gouvernementale sur certains points, n'en était pas pour autant un organe fantôme. Ses membres n'hésitaient pas à en critiquer vigoureusement d'autres aspects. Sa tâche consistait officiellement à formuler des propositions initiales concernant le Tribunal électoral suprême. C'est ce qu'il a fait et, comme on l'a déjà vu, ces propositions ont été reprises dans le décret-loi No 30.83. Dès l'été 1983 cependant, ses membres, et notamment les représentants des populations autochtones, commençaient à établir des contacts avec leurs "mandants".

5.11.2. La nouvelle administration, estimant que le Conseil avait accompli sa tâche et qu'il était devenu une charge financière, l'a aboli en août 1983. Le Chef de l'Etat s'est borné à m'assurer que la population autochtone participait, pour le moment, au processus de gouvernement par l'intermédiaire des dirigeants de l'INTA (organisme national qui adjuge les titres de propriété foncière) et d'un haut fonctionnaire du Ministère de l'économie, qui, tous, appartiennent à la population autochtone ou en sont issus.

5.11.3. Je dois dire que, compte tenu du long processus nécessaire à la mise en place d'un gouvernement démocratique, je regrette la disparition du Conseil d'Etat. C'était un organe non élu qui n'aurait assumé qu'un rôle consultatif, mais il semble avoir été un trait d'union utile entre le peuple et le gouvernement.

5.12. Réformes sociales et économiques

Après ma première visite au Guatemala, j'ai écrit ce qui suit :

5.12.1. Il ne convient pas ici de s'aventurer dans des questions purement économiques, mais il faut reconnaître que le Guatemala est extrêmement tributaire des importations pour bon nombre de produits essentiels et notamment d'articles manufacturés métalliques de toutes sortes (toitures en tôle ondulée, lames de machette, etc.). La situation de la balance des paiements et l'accroissement du produit national brut étaient relativement satisfaisants jusqu'au moment où, tout récemment, les prix mondiaux des produits agricoles qu'exporte traditionnellement le Guatemala (café, coton et sucre) ont brutalement chuté. Ni les ressources en pétrole ni celles en nickel ne sont immédiatement accessibles. Les prix mondiaux sont bas et le taux de taxation des sociétés désireuses d'exploiter ces richesses prête à autant de polémiques que dans nombre de pays. Les fonds nécessaires pour mener à bien des projets de réforme et de progrès social dépendent donc des entreprises qui contribueront au revenu du pays. J'ai eu à ce sujet des entretiens extrêmement constructifs avec de nombreuses personnes, et notamment avec des représentants de la Chambre de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des finances (CACIF). Certains indices montrent que si l'on encourageait l'entreprise privée et les coopératives, et notamment si l'on développait les transports, il serait possible d'élargir considérablement la gamme des produits dont l'exportation ferait rentrer des devises. On a déjà commencé à cultiver la cardamome, l'ail, la pomme de terre, le paprika et certaines variétés de fleurs. Il existe aux Etats-Unis d'Amérique un marché pour l'exportation de légumes, et particulièrement de légumes congelés. J'ai pu visiter une exploitation pilote du Ministère de l'agriculture à la limite des départements de Suchitepequez et Retalhuleu (voir annexe III, Nos 3 et 4) où sont récoltés et traités des coeurs de palmiers et où l'on fait l'essai de nouvelles cultures. Le miel guatémaltèque est connu dans le monde entier; on trouve d'ailleurs des ruchers le long des routes de l'Etat mexicain du Chiapas et même sur les berges du fleuve Lacantum. Il faudrait cependant améliorer le réseau routier et dispenser une formation aux techniques de commercialisation et de distribution. Les marchés mondiaux offriraient également un débouché certain aux bois durs, tels que l'acajou qui pousse très facilement dans la région sous-tropicale de Franja Transversal del Norte et qui est exploité expérimentalement à Chisec (voir annexe III, No 10).

5.12.2. Pour toutes ces raisons, et comme le montrent les activités des autochtones des camps de réfugiés mexicains de Puerto Rico et de Chajul (voir annexe III, Nos 4 et 5), les Guatémaltèques sont prêts à abandonner leurs cultures traditionnelles de subsistance et leur vie dans les villages pour former des coopératives qui leur permettront d'exploiter des cultures marchandes en sus des denrées alimentaires de base produites à l'échelle familiale. On peut citer d'autres cas, à San Andrés Semetabaj et Quezaltenango, par exemple, ainsi que dans d'autres zones plus proches de la capitale. Il est clair que ce type de développement permettra de répondre aux normes définies à l'article 11 du Pacte.

5.12.3. Les initiatives du gouvernement peuvent parfaitement aller de pair avec de telles entreprises. Les slogans qui servent de titre aux programmes - "Frijoles y Fusiles" (des fèves et des fusils) ou "Techo, Trabajo y Tortillas" ("les trois T" : "un toit, du travail et des tortillas") - ne doivent pas masquer les objectifs des ministères et des organismes intéressés ni les progrès qu'ils ont réalisés. Il s'agit en fait d'une politique intégrée dont la conception et l'exécution remontent en partie au milieu des années 70. Ainsi que me l'expliquait le Ministre de l'intérieur de l'époque, "Tout au long de l'histoire du Guatemala, on a ignoré le fait autochtone. C'est la subversion qui nous en a fait prendre conscience et notre gouvernement ne peut plus ne pas en tenir compte".

5.12.4. Ces deux programmes forment un plan concret de grande portée qui permettra à chaque citoyen de participer à la reconstruction et à l'autodéfense, en bénéficiant de tous les moyens d'appui logistiques et techniques dont disposent les administrations centrales et départementales. Dans les endroits où la population a été concentrée et où sont établis les réfugiés de l'intérieur, il faut de toute urgence (ne serait-ce qu'au début) faire face aux besoins alimentaires de base. On a fait état de distributions, dans certaines parties de la population, de haricots, maïs, farine, ail, lait et poisson, ces deux derniers produits étant fournis par le Programme alimentaire mondial. Toutefois, dans la plupart des endroits où je me suis rendu, les sacs d'aliments renfermaient du maïs et des haricots noirs, qui sont les aliments de base de l'Altiplano. Ces produits sont régulièrement livrés par des camions de l'armée, là où le permet un réseau routier incroyablement délabré ou, à défaut, par avion. La nature des autochtones les porte au travail. Les veuves et les orphelins de guerre que j'ai rencontrés à Nebaj (voir annexe III No 12) ont tenu à se rendre utiles; les femmes ayant décidé que, si elles étaient peut-être trop vieilles pour apprendre de nouvelles techniques, elles pouvaient toujours cultiver les produits nécessaires à la subsistance de leur famille et tisser leurs propres vêtements. Dans ce cas précis, elles disposaient de terrains, mais n'avaient pas de fonds pour acquérir les métiers à tisser. De façon générale, le plus urgent, comme l'a souligné le Comité de reconstruction nationale, est d'assurer la distribution de terres. La politique du gouvernement est de commencer par distribuer les terres domaniales, étant donné que, comme l'avait fait observer le Ministre de l'intérieur de l'époque, il reviendrait à un gouvernement élu démocratiquement de s'attaquer au grand problème de la redistribution de la propriété privée. L'institution chargée de la distribution des terres domaniales est l'Institut national de la transformation agraire (INTA), mis en place en 1962 et plusieurs fois réorganisé. Cet institut est habilité à adjudger les titres fonciers. Il existe huit types d'adjudication, trois pour les exploitations individuelles et cinq pour les exploitations collectives. L'Institut a mis en oeuvre, dans les deux départements de Verapaz, un plan pilote, qui porte sur 35 000 familles. En outre, il applique un programme qui concerne l'ensemble de la Franja Transversal del Norte (d'Ixoan (voir annexe III, No 7) dans le nord d'El Quiché à Livingston dans le département d'Izabal) et dont j'ai pu apprécier les réalisations à Chisec (voir annexe III, No 10). Ce programme comporte également des cours de formation agricole. Les statistiques disponibles sont impressionnantes et l'Institut s'est fixé des objectifs méritoires en matière de relèvement du niveau économique des métayers, de confirmation légale des titres de propriété, de mise en valeur des cultures de rapport et d'aménagement des infrastructures de soutien. Tout cela s'accompagne de programmes de formation. Bien que cela ne relève pas à proprement parler des droits de l'homme, il faut féliciter l'Institut de toutes ces activités. Si l'on veut promouvoir le droit à un niveau de vie décent (et notamment en ce qui concerne l'alimentation) et une amélioration continue des conditions de vie, l'exemple de Chisec montre qu'il faut

accorder la priorité absolue à l'accélération du processus d'adjudication des titres fonciers. Tant que cela ne sera pas réalisé, les familles ne jouiront pas de la sécurité qui seule les inciterait à mettre en valeur les terres pour en assurer la productivité maximale.

5.12.5. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 11 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Ministre de l'agriculture de l'époque a expliqué que deux programmes étaient en cours d'exécution; ces programmes s'appuient sur de nouvelles méthodes de planification : le choix d'un projet est dicté par les vœux et le désir de participation de la population locale, qui reçoit alors des ressources et l'assistance technique nécessaires. On donne d'abord priorité à des projets visant à satisfaire les besoins alimentaires de base et à des projets communautaires pour la production de légumes, de fruits, l'élevage de petits animaux domestiques, à la pisciculture, etc., afin d'augmenter la teneur du régime alimentaire en protéines et en vitamines. Plus de 1 600 personnes des zones rurales ont déjà bénéficié de 14 projets répartis dans diverses régions du pays. Le Ministre de l'époque travaillait également à l'élaboration d'un projet de loi prévoyant diverses dispositions qui permettraient aux grands propriétaires qui le souhaiteraient de vendre à un juste prix, des terres aux paysans qui en étaient dépourvus ou de participer avec eux à des coentreprises agricoles. Selon lui, cette proposition était généralement bien accueillie et il est permis d'espérer que cette initiative aura une suite.

5.12.6. Le plan "fèves" consiste donc en un ensemble de projets minutieusement élaborés mais n'en est qu'aux premiers stades d'exécution. Il est lié aux éléments du programme des "trois T" intéressant le logement et la main-d'oeuvre. En attendant la reprise et l'amélioration de la production agricole, la population est nourrie gratuitement grâce à des programmes de main-d'oeuvre relevant de divers projets. Cette idée n'a à ma connaissance rencontré aucune opposition et l'un des responsables militaires de la zone de Huehuetenango (annexe III, No 16) dit que la population a eu une réaction très positive. S'agissant du logement, le Comité de reconstruction nationale fournit les piliers d'angle et la toiture ainsi que le personnel d'encadrement et l'armée apporte également une aide. C'est la famille elle-même qui est chargée de la construction proprement dite et qui doit donc se procurer les matériaux pour construire les murs qui, au Guatemala, n'ont pas besoin d'être très épais.

5.12.7. Quant aux projets de main-d'oeuvre, non seulement ils permettent aux personnes réinstallées de gagner leur vie mais ils contribuent également à atténuer le grave problème du chômage au Guatemala : dans les deux cas, ces objectifs répondent aux dispositions de l'article 6 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Comme le Ministre du travail l'a expliqué, deux grands programmes ont été adoptés dans le cadre de cinq plans ambitieux qui ont pour but de donner du travail à 54 000 personnes, dans les secteurs suivants :

- a) Construction de routes;
- b) Irrigation de 40 000 hectares;
- c) Conservation des sols sur 67 000 hectares, avec aménagement pour la culture en terrasse, préparation d'herbages et construction d'aqueducs;
- d) Reboisement de 30 000 hectares dans 12 départements de l'Altiplano.

es projets de la catégorie "du travail pour des vivres" comprennent des travaux de construction ou de réfection de routes, activités auxquelles participent également les responsables de l'armée et d'autres institutions gouvernementales pour ouvrir à la circulation des zones reculées comme par exemple celle du nord de Nentón (annexe III, No 18), où j'ai pu voir de très importants travaux du génie. En outre, les améliorations de l'infrastructure contribuent indirectement à relever le niveau de vie des habitants de ces zones reculées.

.12.8. J'ai eu, je le répète, l'impression qu'à l'exception des travaux routiers, qui sont déjà bien avancés, les programmes n'en étaient encore qu'à leur première phase d'exécution.

.12.9. Par ailleurs, le Comité de reconstruction nationale, qui a fonctionné sous trois gouvernements différents avant l'installation du gouvernement actuel, peut déjà se targuer de résultats impressionnants en terme de projets terminés. Outre la responsabilité générale qui lui incombe au titre du programme "fèves", il a exécuté de nombreux petits projets de développement dans les villages, selon les priorités indiquées par les habitants eux-mêmes. L'état des activités présenté à l'annexe III du rapport préliminaire 3/ montre, par département, les travaux accomplis en matière de construction d'écoles, de centres communautaires, de cliniques, de systèmes d'adduction d'eau, d'églises, de routes, de pistes d'atterrissage et de toitures; ces travaux sont exécutés par la population locale sous une supervision technique assurée par le Comité. Ce point est d'importance en ce qui concerne les écoles, dont beaucoup sont les premières qui aient jamais été ouvertes dans les villages intéressés. Les renseignements obtenus pour le département d'Huehuetenango montrent que même dans l'enseignement primaire, 90 % des écoles étaient fermées à cause des activités subversives. On a dénombré 30 000 enfants au recensement de 1982, mais le chiffre est maintenant de 68 000. La majorité des enseignants est maintenant rentrée mais si 37 nouvelles écoles ont été construites, il n'en existait au départ que 152.

Nentón (annexe III, No 18) toutes les écoles primaires ont été reconstruites. J'ai lu des plaintes disant qu'il n'existait pas de liberté d'enseignement au Guatemala, en ce sens que les programmes sont établis par le Ministère de l'éducation (ce qui n'a rien d'extraordinaire). Cependant le paragraphe de l'article 13 a) du acte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels stipule que l'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous et, en l'absence d'écoles, d'enseignants, voire (comme on me l'a signalé à Nebaj) de crayons, de livres et de cahiers, il semble juste que le gouvernement s'occupe en priorité de ces déficiences.

.12.10. Cet exposé de la situation demande maintenant à être mis à jour et complété. Le gouvernement souligne que le processus global de réinstallation et d'amélioration ultérieure de la condition des populations rurales s'effectue dans le cadre d'un plan qui comporte trois phases. Il s'agit du Plan d'action pour les zones de conflit (PAAC) qui a été mis en route en juillet 1982 et qui représente toujours la politique officielle. D'après ce plan, les éléments suivants étaient nécessaires pour permettre au pays de se relever des multiples effets d'années de violence :

-) Une phase survie au cours de laquelle les réfugiés intérieurs qui avaient cherché abri dans les campagnes sont accueillis; ils reçoivent de la nourriture, des vêtements et du travail sous protection militaire;

3/ Voir A/38/485, Annexe III.

- b) La réinstallation soit dans leur village d'origine soit au sein de regroupements plus vastes de population, selon leurs désirs, avec le bénéfice de mesures de sécurité;
- c) Le développement, phase au cours de laquelle les organismes nationaux d'appui, y compris des experts militaires, engagent les activités de construction et les activités techniques dans les domaines de l'infrastructure et de l'agriculture.

Il importe de tenir compte de ce projet d'ensemble lorsqu'on examine un certain nombre de questions, notamment celle des "villages modèles" (voir paragraphe 7.3 ci-après).

5.2.11. Des modifications structurelles ont été apportées à ce plan afin d'en améliorer l'exécution et le processus de développement vise la totalité du pays. En fait, depuis juin 1983, chacun des départements a un officier pour gouverneur. Toutefois, le Comité de reconstruction nationale (CRN) a récemment assumé des fonctions déterminantes dans le processus de développement. Cet organe, créé en 1976 dépend directement de la Présidence. Un décret gouvernemental du 18 octobre 1983 a créé des comités interinstitutionnels de coordination aux niveaux national, départemental et local. Tous les services et organismes d'Etat, dans la mesure où ils sont présents dans la région, collaborent désormais avec les organismes d'aide non gouvernementaux sous les auspices du CRN. Les besoins de chaque département font l'objet d'une évaluation. On peut citer comme exemple de cette coordination le département de Chiquimula, à la frontière du Honduras, où 17 écoles et trois centres de santé sont actuellement en construction; dans la même région, on met en oeuvre un plan visant à accroître la production des petits exploitants conjointement avec le CACIF, organisme national privé qui représente le commerce, l'industrie, les finances et l'agriculture. Autre exemple : dans une vallée du département voisin de Zacapa, un projet d'irrigation couvrant quelque 400 hectares a amené la création d'une coopérative de 400 membres. On a planté de la vigne à titre expérimental et constaté que 80 des 160 variétés essayées étaient viables. Le nombre et le type de projets menés à bien dans chaque département pendant la période allant de juin à novembre 1983 sont indiqués à l'annexe VI. Deux projets en particulier - les nouveaux villages de San Juan Acul, près de Nebaj, dans le Quiché et de Yalijux dans l'Alta Verapaz (voir paragraphe 7.3 ci-après); méritent d'être cités : des communautés complètes y ont été regroupées et reconstituées; dans le premier cas, les fonds proviennent du Gouvernement et dans le second, du CRN et des biens propres des villageois. Quinze organismes participent à l'exécution du projet de San Juan Acul.

5.12.12. Des projets de plus grande envergure sont en cours d'élaboration; le premier porte sur une superficie de 50 000 hectares qui appartient à l'INTA, et qui est située à Chocón, dans l'arrière-pays de Livingston, dans le département littoral atlantique d'Izabal. La population compte 13 500 personnes parmi lesquelles quelques Kak'Chiquetes immigrés de régions situées plus à l'ouest. On cherche à améliorer la coordination avec la participation de la communauté locale pour se rendre compte de la productivité de la région et accroître la production de denrées alimentaires de base. On envisage de planter dans les zones de forêts claires des hévéas, des palmiers à corozo et de la cardamome, par exemple. Le CRN estime que des techniques agricoles améliorées pourraient augmenter le rendement des récoltes dans les proportions suivantes (en tonnes par hectare) :

| | <u>Techniques traditionnelles</u> | <u>Techniques améliorées</u> |
|----------|-----------------------------------|------------------------------|
| Riz | 1,04 | 4,5 |
| Maïs | 1,3 | 3,9 |
| Haricots | 0,6 | 1,4 |

Une place sera faite à l'achiote, dont les baies contiennent des vitamines essentielles, dans la rotation des cultures. Il est évident que l'amélioration de la commercialisation et des communications, ainsi que l'introduction de services de distribution d'eau, d'éducation et de santé devraient permettre d'élever sensiblement le niveau de vie de la population locale.

5.12.13. Le Ministre de l'agriculture, qui venait de prendre ses fonctions au mois de novembre, est un pédologue qui enseigne dans deux universités. Il a donné son aval à ce programme rural intégré ainsi qu'à des projets de commercialisation et d'irrigation, les seconds comme le premier devant aussi encourager la diversification des cultures. En revanche, il n'a pas repris à son compte les plans de l'avant-dernier de ses prédécesseurs (en fonctions sous le régime précédent) visant à élaborer un projet dans le cadre duquel les propriétaires terriens privés pourraient, s'ils le souhaitaient, partager une partie de leurs terres avec les paysans sans terres. Selon lui, ce sont les terres domaniales qui devraient être utilisées pour la réinstallation permanente de la population. On m'a dit et j'ai lu dans les journaux que l'INTA délivrait des titres de propriété pour des terres de cette catégorie à Chisec et dans l'Izabal, par exemple.

6. CAS NON ELUCIDES D'ABUS POSSIBLES

6.1. Tribunaux spéciaux (Tribunales de Fuero Especial)

6.1.1. J'ai exposé dans mon rapport intérimaire l'origine de ces tribunaux. Ríos Montt, qui était alors président, les avait jugés nécessaires à la suite de l'assassinat de plus de 80 juges, magistrats et avocats associés à des affaires criminelles tandis que d'autres ainsi que certains membres du personnel judiciaire, avaient été l'objet de menaces très graves. Les tribunaux ont été institués par le décret-loi 36-82 de juillet 1982; à la suite d'une recommandation de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, une instance d'appel a été établie par le décret-loi 111-82. Ces tribunaux ont existé pendant un peu plus de 13 mois; en effet, ils ont été supprimés à compter du 1er septembre 1983 par le décret-loi 93-83 : toutes les procédures en cours au 8 août 1983 devaient se poursuivre mais les personnes arrêtées après cette date pour des délits relevant de la compétence de ces tribunaux devaient être déférées devant des tribunaux ordinaires. Rien n'indique que des affaires aient été transférées des tribunaux spéciaux aux tribunaux ordinaires; en revanche, dans le courant du mois d'août, les tribunaux spéciaux ont promptement statué sur un certain nombre de procès et d'appels.

6.1.2. Les tribunaux spéciaux ont fait d'emblée l'objet de sévères critiques. J'ai examiné leur procédure de manière approfondie pendant les mois de juin et juillet; je me suis entretenu avec une personne qui était passée par toutes ses phases et avait purgé sa peine, avec un avocat qui avait à plusieurs reprises assuré la défense des inculpés et avec un certain nombre de détenus attendant de comparaître en jugement au QG de la deuxième brigade de police; j'ai pu converser en toute liberté avec eux sans la moindre intervention officielle. J'ai également parlé avec des familles de détenus. Je suis arrivé à la conclusion que les critiques formulées étaient entièrement justifiées. Je reviendrai un peu plus loin, notamment, sur le phénomène connexe des disparitions.

6.1.3. Une liste des personnes condamnées par ces tribunaux et des délits dont ils étaient inculpés a été publiée dans la Prensa Libre du 8 septembre 1983. Elle comprend 61 noms, dont celui de deux personnes qui auraient été libérées. L'étude de cette liste fait apparaître un certain nombre de contradictions : ainsi, les noms de deux frères qui, selon d'autres sources, auraient été libérés, y figurent, mais non celui d'une autre personne dont le gouvernement m'a dit qu'elle avait été condamnée puis libérée; elle ne mentionne pas non plus deux autres personnes dont les familles m'ont affirmé qu'elles avaient été condamnées et dont j'ai rencontré l'une en juin au QG de la deuxième brigade de police. Les condamnés sont détenus dans la prison connue sous le nom de Granja Penal à Pavón, près de la capitale. Leurs cas posent certains problèmes qu'il faut résoudre d'urgence, et qui sont dus aux facteurs suivants :

- i) La compétence des tribunaux portait essentiellement sur les délits de subversion, de violence, de port d'armes et d'association. Toutefois, en vertu des articles 3 (II) et (III) et 39 du décret-loi 36-82, ils étaient habilités à donner de la notion d'acte délictueux une interprétation large et vague dépassant celle du Code pénal. S'il y eu des cas où cela s'est effectivement produit, peut-être leur réexamen se justifie-t-il aujourd'hui.
- ii) Un grand nombre de détenus ont témoigné de l'une des caractéristiques de la détention du chef d'une inculpation relevant de la compétence des tribunaux spéciaux qui constitue une sérieuse violation des droits de l'homme. Après leur arrestation, ces personnes ont été interrogées dans divers lieux et, pendant ce temps, les autorités n'ont pas fourni la moindre indication sur l'endroit où elles se trouvaient. Cette détention pouvait durer de six à huit semaines, voire davantage. Certains détenus m'ont dit qu'ils avaient été torturés. Les autorités n'annonçaient leur détention qu'après leur avoir fait signer des aveux. Il semble que ces aveux, qu'une personne m'a dit avoir signés en pensant pouvoir fournir des preuves pour les réfuter, aient constitué les pièces essentielles des procès; compte tenu de la façon dont ils ont été obtenus, on peut sérieusement mettre en doute leur authenticité.
- iii) La procédure rendait extrêmement difficile la tâche de la défense. D'autre part, les appels (voir l'article 14 du Pacte relatif aux droits civils et politiques) étaient entendus à huis clos et faisaient l'objet d'une procédure de pure forme.
- iv) D'après les règles de procédure du droit guatémaltèque, la Cour suprême n'est pas habilitée à réexaminer une affaire ni quant au fond ni quant à la forme. Le Président de la Cour suprême m'a dit que dans deux affaires, une procédure d'amparo avait été engagée au mois d'août, la condamnation et le jugement prononcés par le tribunal spécial n'étant pas confirmés; cela a retardé la procédure jusqu'au moment où le tribunal spécial a été supprimé, si bien que l'affaire a été renvoyée à une cour d'appel ordinaire. Sinon, les tribunaux criminels ne peuvent que réexaminer les peines, étant entendu que le traitement le plus favorable doit être appliqué; tel est déjà le cas.

C'est pour de telles raisons que j'appuie instamment l'initiative prise par l'Ordre des avocats qui demande l'adoption de la législation extraordinaire nécessaire pour permettre à toutes les personnes condamnées dans le cadre de ce système de bénéficier d'un nouveau procès. Les détenus m'ont invité à leur rendre visite pour examiner en détail la procédure des tribunaux. Je déplore de ne pas avoir eu le temps, lors de mon dernier séjour, de me rendre à la prison. En fait, comme je l'ai indiqué ci-dessus, j'avais recueilli de nombreux renseignements sur la manière dont les tribunaux jugeaient les affaires. Qui plus est, la Cour suprême s'est déjà prononcée sur sa propre compétence, s'agissant d'examiner les procédures des tribunaux spéciaux et a considéré qu'en fait, elle ne pouvait pas faire grand-chose. En conséquence, il faudrait qu'aux termes d'une législation nouvelle, les personnes condamnées puissent (si elles le souhaitent) être jugées à nouveau selon la procédure ordinaire; il semble que ce soit là le remède le plus opportun.

6.2. Disparitions

6.2.1. Lors de mon séjour du mois de juin, un nombre relativement important de personnes étaient signalées comme ayant disparu pendant la présidence de Ríos Montt. Des rumeurs de ce genre circulaient depuis plusieurs années. Les disparitions involontaires ou forcées constituent une violation de droits de l'homme très divers; on peut trouver des détails dans le chapitre V de chacun des rapports du Groupe de travail de la Commission portant sur la question (E/CN.4/1435, E/CN.4/1492 et E/CN.4/1983/14). Quant aux chiffres se rapportant à la situation actuelle, ils figurent dans le quatrième rapport du Groupe de travail qui doit être présenté à la Commission à sa quarantième session 4/.

6.2.2. Au mois de juin, le gouvernement auquel j'avais présenté une liste partielle d'affaires portant sur les 12 mois précédents, et concernant des personnes appartenant à l'Université de San Carlos a répondu que quelques-unes d'entre elles étaient ou avaient été détenues afin de comparaître devant les tribunaux spéciaux. Etant donné le système exposé à l'alinéa 6.1.3 ii) ci-dessus, je disais dans mon rapport préliminaire que la suppression des tribunaux spéciaux permettrait probablement de tirer au clair un certain nombre de cas non élucidés de disparitions présumées. Or, il n'en est rien. Le nombre de personnes dont il a été admis au début de l'année qu'elles ont été détenues pour délits relevant de la compétence des tribunaux spéciaux dépassa largement le chiffre de 61 que publie Prensá Libre - et je crains qu'il ne soit inférieur à la réalité. Des rumeurs continuent de circuler dans le pays concernant des personnes qui seraient détenues secrètement, par exemple dans une ancienne forteresse dite "Cuartel General de Matamorros" ou dans des commissariats de police.

6.2.3. Au mois de novembre, le chef de l'Etat m'a formellement assuré que nul n'était emprisonné dans des centres secrets de détention et que de tels centres n'existaient pas. Le Vice-Ministre de l'intérieur m'a déclaré que les disparitions sont le résultat de la violence, qu'il s'en était produites les années précédentes, que la police n'avait épargné aucun effort pour retrouver les victimes et que le gouvernement s'efforçait d'empêcher ces disparitions. Quelques-unes d'entre elles, sinon la plupart, a-t-il dit, s'inscrivent dans un contexte politique; l'extrême droite et l'extrême gauche en sont souvent responsables.

4/ Voir E/CN.4/1984/21, chap. II, E.

6.2.4. La Commission se rappellera peut-être avoir constaté dans les rapports du Groupe de travail que d'autres gouvernements expliquent de façon analogue les disparitions dans leur pays. On a aussi dit que les personnes disparues avaient rejoint les rangs de la subversion, étaient entrées dans la clandestinité ou s'étaient rendues à l'étranger pour poursuivre leurs activités. Même s'il y a là quelque élément de vérité, cela ne suffit pas à expliquer qu'un grand nombre des informations concernant les disparitions au Guatemala spécifient que la personne intéressée a été matériellement arrêtée, et spécifient également le lieu et la date des arrestations. Cela n'explique pas non plus ce que sont devenues les personnes dont tout ce qu'on sait est qu'elles ont eu affaire aux tribunaux spéciaux. Il ne semble pas non plus qu'il s'agisse d'enlèvements criminels car, selon les témoignages de nombreuses familles avec certaines desquelles j'ai pu personnellement m'entretenir, rien n'indique qu'il y ait eu demande de rançon; s'il s'agissait d'enlèvements politiques, on n'a généralement pas retrouvé de corps; on peut donc penser que ces personnes sont probablement encore détenues en un lieu quelconque par leurs ravisseurs, quelle que soit l'identité de ceux-ci.

6.2.5. Dans son rapport GB.224/9/17, de novembre 1983, le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail a examiné une plainte relative à la disparition de Mme Yolanda Urizar Martínez de Aguilar, avocate syndicale, selon laquelle son enlèvement aurait eu des témoins et elle serait détenue à la base militaire Berlin à Quetzaltenango. Le Comité de l'OIT compétent en la matière se déclare préoccupé qu'après sept mois d'enquête policière, aucun progrès n'ait été fait dans cette affaire.

6.3. Nouvelle vague d'assassinats et d'enlèvements

6.3.1. Il s'est produit entre mes deux séjours un changement important que les titres de journaux permettent de constater. Il est maintenant relativement fréquent que des coups de feu soient échangés dans les rues et que des passants innocents se trouvent parmi les victimes de ces échanges. Dans d'autres cas, on a découvert dans la rue les corps de victimes portant des blessures graves et nombreuses; il est évident que ces personnes ont été tuées pour une raison bien déterminée. En outre, il y a eu des enlèvements généralement accompagnés d'une demande de rançon d'ordre financier ou politique.

6.3.2. Ces phénomènes ont fait leur réapparition depuis le mois de septembre. Ils ne se limitent pas à la seule capitale; pendant la période allant jusqu'à la mi-novembre 1983, 17 des 23 départements ont été le théâtre d'incidents analogues. L'identité des responsables est loin d'être évidente; quant aux victimes, on compte parmi elles la jeune fille du chef de la police de Santa Rosa, un rédacteur de journal, les soeurs du chef de l'Etat et du général Ríos Montt (tous trois relâchés) et 13 simples citoyens dont 2 ont été tués et 11 blessés au cours d'une bataille de rue qui s'est déroulée à Guatemala en pleine matinée le dernier jour de mon séjour en novembre. Une somme importante a été versée pour obtenir la libération du journaliste.

6.3.3. Le jour de mon arrivée en novembre, l'ancien recteur de l'Université de San Carlos a été tué par balles à 8 h 40 du matin dans le parking de la Faculté par quatre agresseurs non identifiés. Il y a trois ans, le recteur de l'époque avait lui aussi été assassiné et les auteurs de ce crime n'ont jamais été retrouvés. La presse m'a demandé si je pensais que ce dernier assassinat avait été commis pour exploiter ma présence à Guatemala et nuire à l'image du pays. Je ne le pensais pas à l'époque, et ai été confirmé dans mon opinion par la liste des actes de violence qu'a publiée Prensa Libre le 21 novembre 1983.

Le supérieur d'un monastère d'Antigua a été assassiné le 7 novembre. Entre le 1er et le 17 novembre, 23 autres personnes ont été assassinées, y compris quatre agents de police et un soldat; 16 personnes ont été enlevées, 16 autres blessées, quatre victimes d'enlèvement ont été retrouvées mortes et on a découvert trois corps carbonisés dans des voitures; la victime d'un enlèvement a été libérée après que sa famille eut versé une somme considérable (fuerte suma) et huit personnes ont été arrêtées. Il s'agit d'actes de violence flagrants qui se sont produits dans diverses régions du pays aussi bien que dans la capitale; leur nombre exclut qu'il s'agisse de crimes commis par des familiers de la victime et habituellement classés comme crimes domestiques.

6.4. Activités de l'armée

6.4.1. J'ai dit au chapitre 4 que j'acceptais l'authenticité de deux des quatre massacres qui y sont mentionnés. Les forces de sécurité font évidemment l'objet de nombreuses autres accusations dont certaines ont trait à des incidents qui se seraient produits à une date aussi rapprochée qu'août ou septembre 1983. Je me suis efforcé d'enquêter personnellement sur un certain nombre de ces incidents au cours de mon séjour de novembre. Le gouvernement continue d'enquêter, à ma demande, sur l'une de ces affaires.

6.4.2. Quelle que soit la vérité concernant cet incident, il est peu probable que le gouvernement ait été complètement pris au dépourvu par les conclusions défavorables qui apparaissent à ce sujet dans mon rapport préliminaire et qui sont réitérées dans le chapitre 4. Au mois de juin, des ministres et d'autres représentants des autorités ont admis en toute franchise que je découvrirais beaucoup de choses répréhensibles, que la situation n'avait pas été facile et que le changement prend du temps. Mgr Flores, évêque de Verapaz, m'a dit que les militaires ne niaient pas leurs actions arbitraires mais s'efforçaient d'y porter remède.

6.4.3. Dans l'armée, le respect de la discipline est assuré par le code de justice militaire. Sous le dernier gouvernement, chaque soldat recevait un exemplaire d'un code énonçant les règles obligatoires d'une conduite exemplaire à l'égard de la population civile. Les infractions à la discipline sont effectivement punies. A Huehuetenango (annexe III, No 16) un porte-parole militaire de haut rang m'a donné un exemple : neuf des soldats de la garnison avaient été jugés et condamnés pour vol et vol qualifié et purgeaient une peine de prison. A la même époque (juin 1983), un officier comparaissait en justice pour abus de pouvoir. En février 1983, quatre personnes ont disparu dans le département de Huehuetenango; elles auraient été tuées. Un sous-lieutenant et quatre membres de la police militaire ont été accusés et ont comparu en cour martiale. J'ignore ce qu'il est advenu des quatre membres de la police militaire mais, en fin de compte, le sous-lieutenant a été acquitté, verdict qui a été confirmé par la huitième division de la cour d'appel siégeant à Quetzaltenango en juillet 1983. J'ai en ma possession un communiqué de presse de l'armée. Le procès-verbal de la cour martiale et le texte de l'appel sont des documents publics que j'ai demandé à voir mais qui ne sont pas encore disponibles. A mon avis, ils méritent un examen. Ce cas prête à controverse. Il ressort du communiqué de presse que les deux conducteurs d'autocars dont le témoignage a été à l'origine du procès n'ont pas établi leur accusation devant la cour martiale. L'officier avait invoqué un alibi qui a été corroboré par des membres de son unité.

6.4.4. Ce qui est généralement beaucoup moins clairement défini c'est la manière dont se comporte l'armée lorsqu'elle exécute des opérations de lutte antiguérilla. La difficulté qu'il y a à distinguer entre les guérilleros actifs, leurs partisans et les villageois complètement innocents est évoquée au paragraphe 4.6. A mesure que

la subversion dans les campagnes a été maîtrisée, le problème a perdu de son ampleur mais n'a pas changé de caractère. Les guérilleros recrutent non seulement des hommes mais aussi des femmes et des enfants de 12 ans ou plus; des villages entiers admettent qu'ils ont coopéré. Les allégations qui sont maintenant formulées au sujet de tel ou tel incident portent sur des nombres peu élevés par comparaison avec celles qui ont trait aux années 1981 ou 1982. Leur nature toutefois demeure la même, à savoir que l'armée tue des civils innocents. L'affaire d'Acul, dont le rapport traite par ailleurs, montre à quel point il est difficile d'établir la vérité. Avant que l'on ne commence à construire la nouvelle agglomération, le village original était largement étalé dans la vallée, chacune des maisons à côté de sa milpa. Il y avait la petite église, une école datant de 1976 et une petite exploitation dont les propriétaires, d'origine italienne, avaient appris aux villageois à faire du fromage. Le seul passage pour accéder au village était un sentier très raide franchissant la montagne qui sépare la vallée de Nebaj. On m'a dit qu'il y a deux ans environ un certain nombre de villageois avaient été tués. Il est indubitable que certaines des maisons les plus isolées ont été incendiées à une époque relativement récente. Qui était responsable ? Pour certains, c'était l'armée; du point de vue officiel, ce sont les guérilleros. Il y a quelque temps que cette région est le théâtre de conflits virulents. Un villageois m'a dit au mois de novembre que deux ans auparavant, les villageois se battaient aux côtés des guérilleros. Puis, après que ceux-ci leur eussent pris leur nourriture et les eurent maltraités, ils s'étaient rendus à l'armée. Je les ai vus alors qu'ils venaient d'arriver à Nebaj au mois de juin dernier, dans un état lamentable. A un moment, trois pièges au moins étaient en place dans le village - il s'agissait de fosses dissimulées au fond desquelles étaient plantés des pieux pointus - l'un sur un chemin devant la porte d'une maison, l'un à l'entrée de l'église et, pour ceux qui l'avaient évité, un autre deux ou trois mètres à l'intérieur de l'église. J'ai vu les fosses. Malheureusement c'est seulement arrivé à New York que j'ai appris que l'armée était accusée par certains d'avoir tué les villageois et je n'ai donc pas pu enquêter sur place. Il doit toutefois y avoir deux organisations qui pourraient être responsables de l'incident.

6.4.5. Dans ce cas particulier, comme dans celui d'autres incidents analogues, on peut alléguer, selon toute vraisemblance, que l'armée chercherait à s'assurer le bénéfice du doute en faisant valoir que les personnes tuées étaient effectivement des éléments subversifs; je ne dispose d'aucun témoignage qui me permette de confirmer ou d'infirmer cette théorie. Il se peut que les guérilleros aient agi à des fins de propagande en présentant la mort de leurs partisans comme un massacre d'innocents. Je ne peux que répéter que ceux qui formulent ou qui reprennent à leur compte ces allégations se répartissent en trois groupes : ceux qui ont vérifié les faits et peuvent apporter des preuves convaincantes; ceux qui reconnaissent honnêtement que les renseignements dont ils disposent sont de seconde main et demandent à être vérifiés; et ceux dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne semblent pas avoir fait le moindre effort pour établir le bien-fondé de leurs affirmations.

6.4.6. Les activités de l'armée dans les zones de conflit ont été ces dernières années l'une des sources principales des plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Les membres actuels du gouvernement se sont déclarés choqués et surpris par les allégations formulées. Je ne mets pas leur réaction en doute. Toutefois, à l'heure actuelle, c'est en grande partie d'eux qu'il dépend de rétablir la réputation de l'armée et celle du pays dans son ensemble. En ce qui me concerne, j'ai été conduit dans tous les endroits où j'ai demandé à aller, même s'il s'agissait de points particulièrement sensibles ou éloignés. Toutefois, un rapporteur spécial ne peut pas, à lui seul, tout tirer au clair. Il faut pour cela des moyens beaucoup plus sûrs et plus vastes.

6.5. Les patrouilles civiles

6.5.1. Les patrouilles civiles sont des organisations locales de civils qui existent dans presque tous les villages ruraux et qui relèvent (désormais) du commandement militaire du département. Dans certains endroits, ces patrouilles existaient avant le régime Ríos Montt; en effet, à Semajá, dans le sud du Quiché (annexe V, No 9), une de ces patrouilles se préparait à célébrer son deuxième anniversaire en décembre 1983. Elles disposent d'armements divers, en fonction de l'envergure des activités subversives locales; certaines d'entre elles ont des fusils de l'armée.

6.5.2. Ce système a fait l'objet de nombreuses critiques, concernant notamment les points suivants :

- i) Les hommes du village sont contraints d'en faire partie; on peut même dire qu'un manque d'empressement de leur part est considéré comme un signe de tendances subversives et est traité en conséquence;
- ii) Les tours de service sont fréquents et gênent considérablement les activités normales des membres des patrouilles, qui sont les gagne-pain de leur famille;
- iii) Les patrouilles abusent du pouvoir dont elles disposent pour régler par la force des différends et des rivalités de longue date, en attaquant parfois d'autres villages;
- iv) Elles sont utilisées par l'armée comme avant-garde qui subit le choc principal des attaques des guérilleros;
- v) Des patrouilles ont été contraintes par l'armée à participer à des massacres d'habitants de villages voisins.

6.5.3. Pour les tenants de ce système en revanche, il présente de nombreux avantages. Les patrouilles, qui forment la première ligne de défense d'un village, ont un effet psychologique positif en ce qu'elles rendent confiance à la population. Elles doivent se conformer à un code de conduite et de discipline rigoureux, dont le texte figure sur la carte d'identité officielle délivrée à chaque membre; les auteurs d'infractions sont traduits en justice et sanctionnés. Les patrouilles ne doivent se déplacer que dans la zone dépendant de leur propre village et elles ne sont pas autorisées à entreprendre des opérations en dehors de cette zone. Elles sont formées au moins au maniement des armes et parfois aux méthodes de guérilla; les patrouilles ont pour rôle de détecter les activités de guérilla et doivent faire appel à l'armée régulière plutôt que de se lancer elles-mêmes dans des opérations. La sécurité qu'elles assurent, surtout lorsqu'il s'agit de communautés éloignées, permet à la population de continuer à vivre dans les villages traditionnels, tandis que l'armée ne pourrait absolument pas fournir ce genre de protection.

6.5.4. Je pense que, dans beaucoup de cas, il est impossible de généraliser et je ne peux pas conseiller à la Commission d'accepter comme justifiant une critique généralement valable des faits qui concernent un événement précis ou la situation dans un village déterminé. Le nombre de personnes en cause est très élevé : il était, l'été dernier, de 66 000 pour le seul département d'El Quiché. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la situation varie considérablement selon les endroits et soit beaucoup plus compliquée que ne le laissent entendre certains commentaires qui ont été publiés. Il y a eu indubitablement des abus, qui n'ont pas tous été redressés ou sanctionnés. Les politiques varient en fonction de la manière dont le commandant militaire local décide de former et de déployer les patrouilles dans sa zone.

6.5.5. Je ferai maintenant quelques observations sur les avantages et les inconvénients mentionnés ci-dessus.

a) Service obligatoire

Les pressions exercées sur les membres d'une communauté pour qu'ils fassent partie de la patrouille civile sont très variables. S'il y a peu d'habitants, le service risquerait d'être très astreignant, s'il n'était pas partagé par le plus grand nombre possible, si bien que le refus de devenir membre de la patrouille serait inacceptable. Le commandement militaire local peut aussi prendre des décisions ayant valeur d'ordre comme cela s'est produit, selon la presse, en novembre 1983, dans le département de Guatemala : une circulaire aurait été publiée selon laquelle tous les hommes de 18 à 50 ans devaient faire partie d'une patrouille civile, week-end compris, même s'ils travaillaient dans la capitale. Un refus serait considéré comme un signe de tendances subversives. Il est difficile de dire si une forme de conscription locale comme celle que représente l'élément "fusils" du programme "haricots et fusils" est une violation d'un droit de l'homme. Toutefois, cette obligation devrait être officiellement définie et des exceptions raisonnables devraient pouvoir être acceptées. Dans l'ambiance qui règne actuellement au Guatemala, en menaçant de considérer une objection au service comme liée à une tendance à la délinquance ou à la subversion, on menace la liberté et la sécurité de l'individu.

b) Tours de garde fréquents

La périodicité des tours de garde varie très sensiblement; on trouvera ci-après des exemples :

San Cristóbal Verapaz - (annexe III, No 11), une fois tous les 12 jours (les 75 membres de la patrouille ont bien précisé qu'ils étaient volontaires et que ceux qui avaient un emploi étaient payés par leur employeur lorsqu'ils assuraient leur tour).

Semejá (annexe V, No 5), une fois tous les 14 jours.

Pachimulin (annexe V, No 6), une fois tous les deux mois.

Lancetillo (annexe V, No 3), une fois tous les quatre jours (ils préféreraient de loin une fois tous les huit jours).

Les variations constatées correspondent, d'une part, aux effectifs disponibles et, d'autre part, à l'ampleur de la guérilla dans la région. Il ne fait aucun doute que cette forme de service empêche les hommes (et, dans certains cas, les femmes aussi, car elles font partie de patrouilles) de travailler leurs terres et que le reste de la famille se trouve obligé de travailler plus longtemps. D'autre part, dans tout l'altiplano les membres des patrouilles civiles se disent convaincus de l'importance de leur rôle pour ce qui est d'assurer la paix et d'améliorer le moral de la population.

A cet égard, il est intéressant de noter que la récolte de l'automne dernier a été très abondante, à tel point que le chef de l'Etat m'a dit qu'il faudrait peut-être acheter les excédents à un prix d'intervention pour une redistribution par le CNR. Il est certain que, d'avion, on pouvait voir de nombreux champs couverts de chaume; on m'a dit que certaines de ces zones n'étaient exploitées que depuis peu, un an peut-être. Le système des patrouilles civiles a certainement contribué à cette amélioration de la sécurité et donc de la productivité.

c) Abus de pouvoir

De nombreuses allégations ont été formulées à ce sujet mais, là encore, il est difficile de les vérifier. Je suggère que le gouvernement soit invité à enquêter sur un incident qui s'est produit dans le sud d'El Quiché et au sujet duquel j'ai pu rassembler des données de première main pendant mon séjour au mois de novembre. Dans mon rapport préliminaire, j'ai décrit un autre incident qui s'est produit ailleurs dans le même département, dans une municipalité appelée Chiché et qui remonte à février 1983. Selon la presse, une patrouille civile locale s'est plainte d'être harcelée par la patrouille d'un village voisin ou d'une municipalité voisine. L'incident se résumerait comme suit : un membre de la patrouille aurait été détenu et aurait eu une oreille coupée. Cette version a été confirmée par le commandant de la zone militaire d'El Quiché qui a dit que la patrouille du village voisin avait accusé la victime de stocker dans une cache du ravitaillement destiné aux guérilleros, qu'il avait été arrêté et enfermé. A l'issue de festivités, des membres de la patrouille et un agent de police qui avaient trop bu l'ont attaqué et lui ont coupé l'oreille. Il a été conduit à un dispensaire. Les auteurs du délit ont comparu en justice et ont été reconnus coupables et le commandant de l'unité a été remplacé. Il paraît vraisemblable que de tels incidents se produisent effectivement. Les patrouilles ne sont formées que de simples villageois. Ils reçoivent une formation de base et sont soumis à la discipline militaire, mais de loin.

Dans de nombreux cas, j'ai constaté qu'il existait un esprit de corps très poussé. Toutefois, les patrouilles sont autorisées à être armées lorsqu'elles sont de service, ce qui leur donne un sentiment de grande puissance sur la population du village. Tout ce qui est dit dans le paragraphe 7.1 sur l'opportunité d'un système d'enquêtes sur les allégations relatives aux abus de pouvoir s'applique aux patrouilles civiles aussi bien qu'à l'armée régulière.

d) utilisation des patrouilles comme avant-garde

D'après le gouvernement et les commandants militaires, les patrouilles civiles ont pour ordre exprès de ne pas attaquer les forces subversives qu'elles peuvent rencontrer mais de demander de l'aide à l'armée. Cet ordre peut être suivi si une unité de l'armée se trouve dans les environs immédiats. Toutefois, rares sont les patrouilles qui ont accès à un téléphone ou à une radio et, par conséquent, elles ont été amenées à participer à des engagements sanglants comme celui qui a eu lieu à Agua Zarca (Annexe III, No 17). Il est évident que si un membre d'une patrouille est tué, sa famille en souffre. Toutefois, je n'ai pas constaté chez les hommes un manque d'empressement à patrouiller; à Nebaj (Annexe III, No 12) j'ai été invité à accompagner la patrouille de nuit mais mes conseillers m'en ont dissuadé en raison du trop grand danger que cela représentait. On ne peut pas nier que les patrouilles constituent un prolongement de la présence de l'armée. Ce qu'il faut peser, c'est, d'une part le risque et les difficultés auxquelles elles sont exposées de ce fait et, d'autre part, la sécurité qu'elles permettent d'assurer. Cette sécurité ne pourrait être remplacée que par une conscription massive et un large déploiement de l'armée régulière, ce qui signifierait très probablement qu'un grand nombre des mêmes individus seraient appelés à servir, en qualité de soldats cette fois-ci, ce qui bouleverserait plus encore leur vie et celle de leur famille.

e) Utilisation forcée des patrouilles par l'armée pour tuer les habitants de villages voisins

Je n'ai personnellement rien découvert qui jette une lumière quelconque sur ce genre d'allégation. Il est toutefois intéressant de constater qu'une accusation de cette nature a été formulée à propos de ce qui s'est passé à Parraxtut en décembre 1982. D'après le compte rendu de l'incident, l'armée est arrivée dans le village de Chiul, situé dans la municipalité voisine de Cunén, à 9,5 km à l'ouest de Parraxtut et a convoqué tous les hommes membres de la patrouille civile, en a rassemblé 350 et leur a intimé l'ordre de se rendre à Parraxtut où ils devraient prouver qu'ils étaient des hommes. Un contingent de l'armée s'est joint à eux, mais ce sont les membres de la patrouille civile qui ont été chargés de cerner et de tuer les hommes puis les femmes, au moyen de fusils qui leur avaient été donnés par l'armée. On dit que cet incident a été raconté en premier lieu par un membre de la patrouille civile de Chiul. Lorsque l'enquêteur s'est rendu à Parraxtut en juin 1983, il a expressément demandé aux villageois s'ils avaient eu des ennuis avec les habitants de Chiul, ce qu'ils ont nié. L'enquêteur s'est entretenu avec les membres de la patrouille civile de Parraxtut, avec un commerçant de 70 ans et plusieurs de ses clients, avec le maire et avec une vingtaine de villageois. On situe le nombre des victimes du massacre de décembre entre 350 et 500. On peut se demander comment ces informateurs ont survécu : on aurait pu s'attendre que le village soit très peu peuplé. J'ai déjà dit que je rejette comme une invention le massacre de Parraxtut en décembre 1982 et la mise en cause de la patrouille civile de Chiul. Toutefois, en ce qui concerne les allégations relatives à d'autres incidents du même genre, je préconise instamment une enquête approfondie.

6.6. Liberté de religion

6.6.1. Quatre cent cinquante ans après l'arrivée des conquistadores d'Espagne, le Guatemala reste pour l'essentiel un pays de rite catholique romain. Dans les zones peuplées par les indigènes, le catholicisme romain a adopté certains aspects des fêtes et pratiques religieuses antérieures, sans toutefois diminuer la ferveur des fidèles. On note parallèlement l'existence d'une Eglise protestante, implantée dans le pays depuis un peu plus de 100 ans et regroupant plusieurs sectes différentes. Présentes dans toute l'Amérique centrale, et en particulier au Guatemala, certaines sectes évangéliques fondamentalistes, venues surtout des Etats-Unis, se sont vouées au prosélytisme. Dans un pays sevré de devises, les fonds importants mis à la disposition de ces organisations pour accomplir leur tâche constituent un attrait supplémentaire. Comme l'ancien Président, le général Ríos Montt, était (et est toujours) protestant évangélique, et parlait à la radio et à la télévision tous les dimanches soirs, j'ai cherché à savoir, surtout en juillet, si les sectes protestantes ou leurs membres n'exerçaient pas des pressions ou une influence indues sur les Guatémaltèques.

6.6.2. Encore que cette question soit devenue académique, mon enquête peut présenter un certain intérêt. Je n'ai perçu ni à l'étranger ni au Guatemala aucun signe de l'existence de liens politiques entre le protestantisme, les orientations officielles et l'assistance de l'Etat. L'archevêque par intérim du Guatemala (le cardinal Casariego étant décédé quelques jours avant mon arrivée) a estimé que les convictions religieuses du Président d'alors constituaient un encouragement aux

évangéliques du pays, mais moins sur le plan national que dans le cadre d'un prosélytisme s'étendant à toute l'Amérique centrale et ayant sa source aux Etats-Unis. Il est indéniable que les ressources financières et autres ont conduit d'aucuns à adhérer aux sectes protestantes. Néanmoins, autant que j'aie pu en juger, le protestantisme n'est pas un facteur de division. On rencontre des paroisses protestantes florissantes dans des endroits comme Escuintla (annexe III, No 2), où j'ai assisté à un service religieux et ai pu écouter un sermon que n'aurait pas désavoué la quasi-totalité des paroisses chrétiennes du monde; je me suis également rendu dans le village récemment repeuplé d'El Buen Samaritano (annexe III, No 8), déjà mentionné, où les protestants s'étaient regroupés et bénéficiaient désormais de la protection de l'armée.

6.6.3. Quelle qu'ait été la relation entre le protestantisme et le gouvernement sous la présidence du général Ríos Montt, l'actuel Chef de l'Etat a évidemment estimé que le lien était trop étroit, et il a réaffirmé au mois d'août la séparation traditionnelle entre l'Eglise et l'Etat.

6.6.4. Au Guatemala, toutes les sectes n'ont pas la même possibilité de manifester leur religion par le culte et l'accomplissement des pratiques et des rites religieux. A cet égard, le protestantisme s'accommode d'une plus grande souplesse que le catholicisme romain. Dans les zones rurales, on constate une grave pénurie de prêtres catholiques romains. C'est ainsi qu'il y a quelques années, l'ensemble du diocèse d'El Quiché a été dispersé; l'ancien évêque a pris sa retraite et un nouvel évêque vient de prendre ses fonctions. J'ai regretté que l'archevêque par intérim n'ait pu me donner d'informations détaillées sur la situation actuelle, mais j'ai pu m'en faire une idée à mesure que se prolongeait mon séjour. On a maintes fois soutenu que l'armée, au début des années 80, s'en prenait aux prêtres et aux catéchistes et confisquait les biens ecclésiastiques. Il ne fait aucun doute que ces plaintes étaient fondées, encore que ces biens soient à présent restitués lorsqu'on en fait la demande. D'autre part, l'armée affirme qu'en utilisant les bâtiments en question, elle en empêche la destruction et j'ai vu à Chajul (annexe III; No 13) la confirmation de cette thèse.

6.6.5. Les activités de l'armée n'en étaient pas moins motivées. On ne peut en effet contester que la violente campagne menée officiellement contre la guérilla, à coup sûr sous la présidence de Lucas García et, semble-t-il, dans les premiers mois de celle du général Ríos Montt, a poussé certains ecclésiastiques et catéchistes catholiques romains vivant dans les zones de combat à s'engager activement du côté de la guérilla, que ce soit par l'enseignement ou par d'autres formes d'action. On avait fait circuler dans le diocèse de Verapaz des écrits comme Christo Compañero, que l'évêque a lui-même désavoué. Les responsables ont été expulsés. Dans le centre de la province du Quiché (annexe III, No 14) - le triangle formé par les villes de Nebaj (annexe III, No 12), San Juan Cotzal (annexe III, No 14) et Chajul (annexe III, No 13) et habité par les Indiens Ixiles - les trois villes possèdent de magnifiques églises dont deux abritent d'importantes statues religieuses qui sont l'objet d'une profonde vénération. J'ai pu constater en juillet qu'elles demeuraient ouvertes au culte et que des hommes et des femmes y priaient et y brûlaient des cierges. A Nebaj (annexe III, No 12), le chœur de l'église, qui a été détruit par le tremblement de terre de 1976, a été reconstruit en juillet dernier et en novembre; vu de l'extérieur, il semblait achevé. La partie ouest de l'église de Cotzal (annexe III, No 14) était remplie de sacs de maïs et de haricots car, aux dires du maire, il n'y avait pas d'autre endroit où stocker les denrées fournies par le Comité pour la reconstruction (aucun cas de vol n'est à signaler). Et il n'y avait aucun prêtre.

6.6.6. Les 12 anciens du groupe catholique indigène de Nebaj, appelés les "cofradías", ont raconté comment le prêtre en est venu à apporter un soutien actif aux guérilleros et a fini par les rejoindre dans la montagne avec son sacristain. La même chose se serait produite à Chajul (annexe III, No 13). A San Juan Acul (annexe V, No 2), contrairement à l'école, l'église n'a pas été endommagée pendant la période où le village a été abandonné. En novembre, elle était utilisée comme entrepôt et comme dortoir. Là encore, on m'a dit que le prêtre s'était joint aux guérilleros.

6.6.7. En attendant que le nouvel évêque puisse procéder à des nominations, un prêtre vient de temps à autre, mais très rarement, dire la messe dans les villes et villages que j'ai visités au cours de mes deux voyages. Il est très difficile aux fidèles de faire leur première communion, de se marier, de recevoir les derniers sacrements ou d'être enterrés selon un rite chrétien. En arrivant à San Lucas (annexe III, No 21), dans l'est de l'Alta Verapaz 5/, j'ai ainsi trouvé de nombreux villageois pratiquant à domicile le culte dominical, sans prêtre.

6.6.8. Il me paraît incontestable que certains éléments de l'Eglise catholique romaine ont été tellement déçus par l'incapacité des autorités à engager des réformes sociales dans les zones indigènes, qu'ils se sont laissé entraîner dans des activités subversives. Ce n'est pas une affirmation faite à la légère. Lorsque je l'ai entendue pour la première fois il y a environ deux ans dans la bouche de l'ex-père jésuite Luis Eduardo Pellecer Pacna, enregistré sur cassette vidéo, je trouvais son histoire difficile à croire. On peut maintenant lire ses propos, avec les réponses qu'il a adressées à la conférence de presse qui suivit sa déclaration, dans le document E/CN.4/1501 (annexe, pages 12 à 38). Ses dires sont corroborés par ce que laissent maintenant clairement entendre tous les niveaux de la hiérarchie catholique romaine, et aussi par la mention qu'il fait de l'ex-père jésuite espagnol Fernando Hoyos. Je possède une brochure récemment publiée par l'"Armée de guérilla des pauvres" (EGP) qui le décrit comme étant un membre de la direction nationale de cette organisation et évoque ses activités; il a été tué lors d'une importante confrontation avec l'armée à Chocunil (Huehuetenango) en juin 1983.

6.6.9. J'ai entendu parler de beaucoup d'autres cas où l'armée aurait harcelé, enlevé ou tué des prêtres et des catéchistes en divers endroits de l'Altiplano. Etant donné que beaucoup de ces prêtres et catéchistes appuient, ouvertement ou non, la subversion, cela n'est guère surprenant bien que je n'aie pu vérifier la véracité de chaque exemple; il n'est pas facile non plus d'accepter comme bien fondées toutes les attaques dont font l'objet les prêtres ou les catéchistes. Il y a toujours pénurie de nouveaux prêtres, qu'il s'agisse de Guatémaltèques ou, d'étrangers recrutés, comme souvent dans le passé, pour compenser cette pénurie. Je crains qu'il ne soit pas facile de dissiper les soupçons qui ont surgi ces dernières années, et dont sera victime une grande partie de la population catholique romaine de l'Altiplano, qui, actuellement, ne peut jouir de la liberté de religion mentionnée à l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

6.6.10. En novembre, des membres de la secte Haré Krishna m'ont demandé d'appuyer leur requête en vue d'être officiellement reconnus au Guatemala en tant qu'organisation religieuse. Leur demande a été rejetée, mais ils ont fait appel. Nul doute que leur cas sera dûment examiné.

5/ Voir A/38/435, par. 116.

7. PROBLEMES D'ORDRE GENERAL POSES PAR LES VIOLATIONS PRESUMÉES DES DROITS DE L'HOMME

7.1. Problèmes de vérification

7.1.1. Ainsi qu'il ressort clairement de plusieurs passages des chapitres 4 et 6 de ce présent chapitre, j'ai pleinement conscience du grand nombre d'allégations dont je n'ai pu vérifier l'exactitude. Comme certaines se sont révélées, lorsqu'une enquête était possible, entièrement fausses, il me semble imprudent de confirmer l'un quelconque de ces dires sans vérification. Les récits de ce qui s'est passé au Guatemala vont de la description mesurée et objective faite par des personnes qui ont passé de longues périodes dans le pays et qui expliquent ce qu'elles ont elles-mêmes entendu et vu, à de graves accusations faisant état d'atrocités. J'ai lu attentivement tous les documents dont je disposais et je remercie ceux qui ont pris la peine de me donner ou de m'envoyer des exemplaires de leurs propres rapports. Ils se passent de commentaires, et la Commission est à même de juger, d'après les preuves présentées, dans quelle mesure elle peut se fier sans risque à ce qui y est dit. J'invite la Commission à analyser mon propre rapport avec autant de minutie.

7.1.2. En réalité, un grand nombre des violations signalées se seraient produites dans des endroits extrêmement reculés et inaccessibles. Dans d'autres cas, il est fait mention du nom d'un petit village sans que soit précisé celui de la municipalité ou même du département où il se trouve. Il existe de nombreux endroits nommés San Francisco ou Semuy au Guatemala. Atteindre le lieu en question sans l'aide et, qui plus est sans l'autorisation de l'armée, n'est généralement pas aisé. Dans un cas précis, il n'était pas du tout certain que, même en hélicoptère, je puisse atterrir assez près du village où je voulais me rendre.

7.1.3. Tout cela laisse à désirer à tous points de vue. L'absence de toute vérification fiable rend toute évaluation fort difficile pour la communauté internationale et n'améliore en rien la réputation du Guatemala. Cela traduit surtout l'absence de tout effort de la part des autorités en vue de comprendre pourquoi il faut insister sur les droits de l'homme. Il ne s'agit pas de sentimentalisme libéral mais du respect de la vie et de la dignité humaines que, si tant est qu'il ait jamais existé à l'égard des populations indigènes, près de deux décennies de violence ont quasiment annihilé. Je suis certain que dans les hautes sphères du gouvernement nombreux sont ceux qui comprennent très bien cela. Leur tâche consiste à faire partager par tous leur conviction, faute de quoi le pays risque de s'engager dans un cercle vicieux où ce qui aurait pu être un incident mineur est exagéré et dénoncé avec véhémence dans le monde entier. Incapables de combattre cette propagande, ou de prouver de manière convaincante ce qui s'est réellement passé, les autorités tendent à fermer les yeux et à faire la sourde oreille. L'inaction conduit à l'indifférence et le prochain incident pourrait être beaucoup plus grave. Faute d'enquête, les abus peuvent se multiplier.

7.1.4. Vérifier les allégations de violations des droits de l'homme n'est pas normalement l'affaire des organismes des Nations Unies. Seules les autorités nationales ont le temps et les moyens d'entreprendre des enquêtes approfondies. Par conséquent, je suggère que le gouvernement envisage sérieusement la création d'un organe auquel cette tâche serait confiée. Le Guatemala est en train de prouver que des institutions impartiales et faisant autorité peuvent y être mises en place; le Tribunal électoral suprême en est un exemple. Je note aussi que le Président de la Cour suprême m'a rassuré en juin au sujet des tribunaux. A la suite de nouvelles nominations, a-t-il dit, c'est la première fois dans l'histoire du pays que la Cour suprême rompt ses liens avec les partis politiques et d'autres intérêts privés. Elle constitue un outil de travail absolument fiable.

Il ne m'appartient pas d'exprimer une quelconque préférence pour tel ou tel système en particulier. L'institution en question pourrait venir compléter le rôle actuel du Procureur général, avec la possibilité de recourir aux tribunaux; il s'agirait là d'une évolution organique qui s'inscrirait pleinement dans la ligne de l'histoire et des constitutions précédentes du pays. Ce que je veux surtout, c'est éviter que tel ou tel enquêteur ou critique puisse être soupçonné d'agir par sympathie avec la subversion, ce qui réduirait à néant l'efficacité d'une telle institution.

7.1.5. A cela s'ajoute la nécessité urgente de supprimer la forme de violence dont quelques exemples sont donnés aux paragraphes 6.2 et 6.3. Le climat de terreur ainsi créé témoigne d'une nouvelle détérioration grave de la situation. Le fait que les meurtres et les enlèvements avaient pratiquement cessé sous la présidence du général Ríos Montt prouve que ces agissements ne sont pas inévitables au Guatemala. L'ouverture politique offre une autre voie aux ambitions politiques; nul doute qu'au Guatemala comme ailleurs le meilleur moyen de dissuader les criminels est de leur prouver qu'ils seront fatalement découverts. C'est donc là, semble-t-il, un autre domaine où le gouvernement devrait agir en priorité.

7.2. Les réfugiés au Mexique

7.2.1. J'ai rendu compte, dans mon rapport intérimaire, de ma visite dans deux camps de réfugiés de l'Etat du Chiapas, dans le sud du Mexique. Les observations que j'ai faites dans le rapport au sujet de ces camps sont reprises plus loin. Mais, depuis juillet 1983, la situation s'est un peu modifiée. La dernière fois que je me suis rendu au Guatemala, le Ministre des affaires étrangères m'a fait remarquer que les estimations concernant le nombre des réfugiés au Mexique variaient considérablement - de 6 000 à 100 000 - selon les sources. A son avis, il fallait recenser tous les réfugiés se trouvant au Mexique. A la mi-décembre, la Mission du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York m'a fait parvenir les résultats d'un recensement qui avait été effectué, le 11 octobre 1983, par la COMAR, et dont il ressortait qu'il y avait au Mexique 38 356 réfugiés dont 9 593 hommes, 9 369 femmes, 9 776 enfants de sexe masculin et 9 618 enfants de sexe féminin, répartis dans 70 camps. Lorsque j'en suis rendu sur place, on m'a dit que l'arrivée des derniers réfugiés ne remontait qu'à mai 1983: selon les autorités mexicaines, le nombre de réfugiés continue d'augmenter, ce que le Gouvernement guatémaltèque a nie devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

7.2.2. Les Gouvernements mexicain et guatémaltèque négocient activement, avec le HCR, pour trouver une solution au problème des réfugiés. Bien qu'ils collaborent à l'exécution de projets destinés à leur permettre d'acquérir une plus grande autonomie, il y a des limites dans la pratique à ce que les réfugiés peuvent faire pendant qu'ils sont au Mexique. D'une manière générale, il est certain que les droits de l'homme de ces réfugiés, comme ceux de beaucoup d'autres réfugiés, ne sont pas entièrement respectés. Mais, sans entrer dans les détails je dois ajouter que rien ne permet de dire que le Gouvernement mexicain et le HCR ne font pas tout ce qu'il est raisonnablement possible de faire pour nourrir les réfugiés, les soigner et leur assurer une instruction. La présence au Mexique d'un si grand nombre de Guatémaltèques, installés à proximité immédiate de la frontière, soulève d'autres problèmes délicats mais il ne m'appartient pas d'en traiter ici car ils sortent du cadre de mon mandat.

7.2.3. Dans d'autres camps, les réfugiés venaient de divers endroits du Guatemala, y compris de petits villages. Je me suis rendu dans deux grands camps, les camps de Puerto Rico et de Chajul, situés dans la forêt subtropicale humide près du Lacantún. Les réfugiés du camp de Puerto Rico (annexe IV, No 4) (qui doit son nom au cours d'eau qui le traverse) venaient de coopératives situées un peu au sud de la frontière, aux alentours d'Ixcán, dans le Nord du Quiché. Les réfugiés du camp de Chajul (annexe IV, No 5) venaient de coopératives situées plus au sud dans la municipalité de Chajul (département de Quiché) où ils avaient vécu et travaillé - d'où le nom du camp. Chacune des communautés qui participent à cette coopérative a un chef et un porte-parole et conserve son identité. Bien qu'ils aient maintes fois l'occasion de raconter ce qui leur est arrivé, ils ne débitent jamais leur histoire de façon mécanique, d'autres réfugiés pouvant intervenir pour apporter des précisions utiles.

7.2.4. Dans ces deux camps, les réfugiés commencent par raconter leur vie dans leurs petits villages d'origine disséminés sur l'Altiplano. Ils expliquent comment ils avaient appris que des terres étaient distribuées dans les deux régions en question et parlent ensuite des coopératives créées sous la présidence du général Laugerud García, l'une par un prêtre catholique et l'autre par un colonel de l'armée. Les terres appartenaient à l'Etat, et des coopératives agricoles modernes ont été peu à peu construites, avec des bâtiments et des services communautaires. Des cultures de rapport ont été mises en valeur et les produits vendus pour augmenter le revenu des familles; ils étaient au départ acheminés sur les marchés par avion. On pouvait acheter son propre lopin de terre sur la concession moyennant des versements annuels raisonnables.

7.2.5. Par la suite, entre 1979 et 1981, les militaires sont arrivés, d'abord par petits détachements. Ils ont entrepris de recueillir des renseignements détaillés sur les communautés et sont devenus de plus en plus agressifs et envahissants. A la fin de 1981 et au début de 1982, leur intervention s'est terminée par une série d'enlèvements et d'assassinats dans chaque groupe de coopératives. Les survivants et le reste de la population se sont enfuis; certains ont mis un temps considérable pour atteindre le Mexique, d'autres, ne pouvant se résoudre à abandonner définitivement leurs récoltes ont vécu encore longtemps dans des huttes sur leurs champs ou dans les montagnes. Certains réfugiés du camp de Puerto Rico (annexe IV, No 4) ne sont arrivés qu'en mai 1983, car ils étaient restés aux abords de la coopérative ou dans la forêt à laquelle ils avaient mis le feu par endroits pour faire place aux cultures; ils avaient été harcelés à l'époque par l'armée qui les traquait notamment en hélicoptères.

7.2.6. Les motifs qui ont conduit au départ à faire disparaître ces entreprises florissantes remontent à une période sur laquelle je n'ai pas cherché à enquêter; ceci dit, je voudrais insister sur deux points :

- a) Dans les régions d'Ixcán (annexe III, No 7) et de Chajul (annexe III, No 13) au Guatemala, la guérilla a fait rage. L'armée, au cours des premiers mois du gouvernement Ríos Montt, a mené une campagne délibérée pour mater la subversion, et il n'est pas surprenant que les populations locales, qui continuaient à prendre soin de leurs récoltes en cachette, aient été soupçonnées d'aider ou du moins d'appuyer les guérilleros. Il semble qu'à cette époque, il n'y ait pas eu de moyens de communication efficaces entre l'armée et la population autochtone;

- b) Même après, en 1983, il s'est avéré qu'en d'autres points de l'Altiplano éloignés de la frontière, les guérilleros obligeaient la population locale à cultiver des parcelles de terrain en forêt pour les nourrir. Ces parcelles sont aisément repérables par avion, et elles ont été considérées comme des signes d'activité subversive. Il n'est donc pas étonnant que des civils totalement innocents d'Ixcán (annexe III, No 7), qui avaient été déplacés en tant que réfugiés de l'intérieur et qui cultivaient du maïs dans des clairières en forêt aient été pris par l'armée pour des éléments subversifs et aient été harcelés et chassés. Ces réfugiés tardifs ont peut-être fait les frais de la lutte sans merci que l'armée et les guérilleros continuent de se livrer.

7.2.7. La plupart de ceux qui se sont rendus dans les camps ont constaté que les réfugiés, lorsqu'ils acceptaient de parler de cette question, exprimaient le désir de retourner dans les établissements qu'ils avaient abandonnés, qu'il s'agisse de villages ou de coopératives. J'ai eu l'impression que dans les deux camps que j'ai visités, les réfugiés se rendaient compte que leurs coopératives avaient été détruites et étaient prêts à recommencer l'expérience là où ce serait possible dans des conditions raisonnables. Après tout, ils s'étaient déjà arrachés une fois à leur milieu d'origine pour se rendre dans les premières coopératives créées au cours des 10 dernières années et ils ne manifestaient aucun désir de retourner dans les petits villages dont ils étaient originaires. Ils exigent cependant des garanties pour l'avenir. Il incombe à d'autres organismes des Nations Unies d'étudier ce problème et de chercher à le résoudre. Du point de vue des droits de l'homme ces réfugiés doivent avoir intérêt à regagner le Guatemala pour participer aux programmes de reconstruction en cours. Cependant leur situation ne diffère guère de celle des réfugiés de l'intérieur. Ils ont de bonnes raisons de craindre l'armée, et cette crainte est entretenue par les contacts permanents qui existent, d'après moi, entre les guérilleros et la population des camps. D'un autre côté, il est probable que des agents du gouvernement s'efforcent de les persuader de regagner leur pays. Soumis à ces pressions contradictoires, ils sont aussi désorientés et indécis que les réfugiés de l'intérieur auxquels j'ai eu l'occasion de parler lorsqu'ils se sont installés dans les montagnes. Voilà l'opinion que je m'étais faite l'été dernier. Quelle que soit maintenant la situation il importe avant tout de prendre des arrangements pour permettre aux réfugiés de regagner le Guatemala s'ils le souhaitent, et pour les informer de ce qui se passe actuellement dans le pays de façon qu'ils puissent prendre leur décision en toute connaissance de cause. En janvier 1984, certains signes permettaient de penser que le Groupe de Contadora était favorable à la création d'une commission internationale pour examiner ce problème.

7.3. Villages protégés ou "modèles"

7.3.1. Récemment encore, les autochtones de l'Altiplano avaient tendance à vivre dans des communautés très dispersées. D'avion, on peut apercevoir, disséminées à travers les montagnes et les forêts, des habitations isolées avec une parcelle de terrain et un long chemin sinueux qui y conduit. Même dans les endroits plus peuplés, les habitations sont souvent très dispersées. Non seulement il est impossible de protéger une population aussi disséminée, mais en outre il est très difficile de mettre en place des infrastructures et des installations modernes. Comme il est indiqué ailleurs dans le rapport, beaucoup de ceux qui vivaient dans des villages sont devenus des réfugiés de l'intérieur et le Gouvernement a pour politique de les réinstaller, du moins provisoirement, dans des villages plus importants.

Il s'agit soit de villages nouvellement construits soit d'établissements existants que l'on a agrandis. Pour ce qui est de l'amélioration des conditions de vie, les avantages de cette politique sont exposés au chapitre 5.

7.3.2. En général ces villages sont gardés par l'armée; dans certains cas, les habitants ont ou ont eu besoin, à un moment donné, de laissez-passer pour pouvoir s'éloigner. Cette situation a suscité de violentes critiques que l'on peut peut-être résumer en citant un extrait d'un rapport publié récemment par un organe ecclésiastique très respecté : "On nous a remis des photographies montrant des réfugiés de l'intérieur dans des camps gouvernementaux entourés de barbelés dans l'Alta Verapaz où des centaines de paysans vivent dans la crainte sous un strict contrôle militaire". (Le lieu n'est pas précisé). On laisse entendre que la création de ces villages s'inscrit dans une stratégie de militarisation durable des campagnes.

7.3.3. Au cours de deux visites, je me suis rendu dans plusieurs villages placés sous le contrôle de l'armée (il s'agissait soit de nouveaux villages, soit de villages reconstruits, soit encore de villages qu'on avait agrandis) et dans un village dans lequel il n'y avait plus de présence militaire mais où, d'après deux allégations précises, l'armée aurait commis des abus avant de se retirer. Pendant l'été, j'ai aussi rencontré de nombreux réfugiés de l'intérieur qui vivaient souvent dans des habitations provisoires. N'ignorant pas ce qu'évoque l'expression "village protégé" ou "modèle" depuis les événements du Viet Nam et du Zimbabwe (que je connais un peu personnellement), je comprends que l'on s'inquiète. Mais il est difficile de déterminer si cette inquiétude est justifiée. S'il s'agit de priver les guérilleros de l'appui de la population rurale et d'empêcher toute communication entre eux, les autorités accepteraient certainement de reconnaître que les villages remplissent bien leur office. On sait bien que grâce à l'appui actif ou passif de la population rurale, les guérilleros évoluent dans le milieu rural comme des "poissons dans l'eau" et l'armée doit mener des opérations pour priver la subversion de cet appui.

7.3.4. On a dit et redit que j'avais peu de chances d'apprendre toute la vérité en me rendant sur l'Altiplano. Le fait que je me soit déplacé en hélicoptère, avec des personnes qui, bien qu'étant toutes, ou presque toutes, en civil lors de mes deux visites étaient néanmoins armées, et la présence fréquente de militaires dans l'assistance auraient compromis mes chances d'apprendre la vérité. Comme je l'avais demandé aux autorités, le nombre de militaires qui m'accompagnaient était aussi réduit que possible. L'hélicoptère ne semble pas avoir effrayé la population : sur les photographies que j'ai prises moi-même des villageois on ne décèle aucune trace d'inquiétude devant l'appareil; on voit plutôt des enfants qui, intrigués, examinent furtivement l'intérieur de l'appareil au sol et un attroupement tout à fait normal au moment de l'atterrissage et du décollage. Pendant la visite que j'ai faite en été, dans le triangle d'Ixil qui comprend Nebaj, Cotzal et Chajul (annexe III, Nos 12, 14 et 15) de même qu'en novembre, lorsque je me suis rendu pour une journée à Chimaltenango, Sololá et dans le sud du Quiché, je me suis déplacé dans des jeeps arborant le drapeau des Nations Unies ou dans des véhicules portant des plaques d'immatriculation privées. A Cobán et San Cristóbal Verapaz (annexe III, Nos 9 et 11), j'ai circulé dans une voiture particulière avec deux ou trois officiers en uniforme.

7.3.5. Il est impossible de dire avec certitude si les personnes avec lesquelles je me suis entretenu s'exprimaient avec réticence. Quatre remarques s'imposent.

- a) Si le rapporteur spécial doit couvrir beaucoup de kilomètres et s'entretenir avec une multitude de personnes à travers tout un pays pour recueillir des renseignements à l'intention de la Commission, je vois mal comment il pourrait s'acquitter de cette tâche d'une manière plus discrète. J'étais bien obligé de dire qui j'étais et les autorités guatémaltèques étaient bien obligées de me protéger (ce dont mes collaborateurs et moi-même leur sommes reconnaissants); vu l'emploi du temps très chargé qui était le mien et les distances à parcourir, l'avion et l'hélicoptère étaient les seuls moyens de transport possibles.
- b) Bien qu'il ait fallu dans une certaine mesure faire savoir où je voulais me rendre, il n'y a jamais eu de réception organisée et sauf à Nebaj (annexe III, No 12) où plusieurs groupes avaient demandé à me rencontrer et m'attendaient sur la piste d'atterrissage, rien n'indiquait que des mesures avaient été prises en vue de ma venue. Au contraire on ne s'attendait pas du tout, visiblement, à me voir arriver. A Choatalum, dans le nord du Chimaltenango (annexe III, No 22) où nous sommes arrivés un dimanche après-midi, il a fallu envoyer chercher le maire qui était chez lui et petit à petit d'autres habitants du village nous ont rejoints. A Chuabaj (sud du Quiché) et à Setzacpec (Alta Verapaz) (annexe V, Nos 8 et 5), il a fallu aller à travers le village et aux alentours pour trouver des personnes à qui parler.
- c) Lorsqu'on s'entretient avec un groupe de personnes, on se rend compte très vite de leur état d'esprit. Au Guatemala l'assistance tend à demeurer silencieuse tant qu'elle approuve ce que dit l'orateur; sinon des voix s'élèvent pour protester. Lorsqu'on se trouve devant un auditoire très attentif, on ne peut manquer de déceler chez ceux qui écoutent, une tension ou un sentiment de crainte, si tension ou sentiment de crainte il y a.
- d) Je me suis entretenu à différents moments et à différents endroits avec une multitude de gens très divers, non seulement des hommes mais aussi des femmes et des enfants, tous pris au hasard. Beaucoup de ceux avec lesquels j'ai discuté pendant l'été étaient des réfugiés de l'intérieur, arrivés sur place la veille, ou quelques jours auparavant, après un long séjour dans les montagnes. Les endroits où je les ai rencontrés étaient très éloignés les uns des autres. Il est impossible de croire qu'ils se soient tous concertés pour me réciter un couplet dicté par la propagande gouvernementale.

Ma conclusion est que si certaines ont pu avoir quelques réticences, dans l'ensemble, les personnes que j'ai rencontrées m'ont parlé avec une très grande franchise. Je refuse de croire que tout ce que l'on m'a dit n'était que mensonges ou demi-vérités et que les renseignements que j'ai recueillis ne sont absolument pas fiables.

7.3.6. Cette mise au point étant faite, je vais maintenant rendre compte de ce que j'ai vu et entendu dans un certain nombre d'établissements.

- a) Il y a dans la région d'Ixcán, dans le nord du Quiché, trois petits villages, situés à 25 km environ de la frontière mexicaine. Ces villages avaient été abandonnés mais en juin 1983 leurs anciens habitants étaient presque tous revenus y recommencer une nouvelle vie. A Cetón (annexe III, No 6), 24 réfugiés de l'intérieur originaires d'un autre village, du nom d'Ixloco, venaient d'arriver. C'est une patrouille de la milice civile qui les avaient découverts alors qu'ils venaient de passer deux ans dans les montagnes; ils seraient

progressivement intégrés et installés dans la communauté. Une entreprise privée venait d'ouvrir dans le village une petite usine de traitement de la cardamome. Non loin de là, à Santiago Ixcán (annexe III, No 7), un groupe d'Ixils, réfugié pendant longtemps dans le Département de Huehuetenango avait été réinstallé par l'armée; on y trouvait un petit centre de soins avec un médecin présent 20 jours par mois; une piste d'atterrissage était en construction. Le troisième village, El Bueno Samaritano (annexe III, No 8) était encore étroitement protégé par l'armée installée tout autour du village et dans les champs environnants. Trente soldats protégeaient 160 habitants appartenant au groupe Mam. On trouvait sur place des matériaux de construction et une petite école ouverte 20 jours par mois. Il n'y avait pas de barbelés.

- b) Chisec, dans le nord de l'Alta Verapaz (annexe III, No 10) est un gros bourg composé de trois groupes d'habitations de construction récente. J'ai voulu m'y rendre parce qu'on laissait entendre que des mesures coercitives étaient prises à l'encontre des habitants. Les anciens établissements avaient été entièrement détruits et les habitants actuels s'étaient regroupés pour former une communauté plus compacte. On en était ici à la phase 2 du Plan d'action pour les zones de conflit : des maisons, avec chacune une parcelle de terrain de 14 mètres sur 40, étaient en cours de construction. Un puits avait été creusé par des éléments du génie. En ce qui concerne les infrastructures, la collectivité a donné la priorité à la construction d'égouts et d'un réseau de distribution d'eau. Après la perte du bétail, des volailles et des ruches, chaque famille a reçu 12 poulets et a pris provisoirement possession, en juin, de parcelles de terre situées à proximité des villages pour y entreprendre de nouveaux projets agricoles. En novembre j'ai lu que dans cette région l'Institut national pour la réforme agraire (INTA) avait remis aux habitants des titres de propriété définitifs sur la terre. Cette communauté n'était ni démoralisée ni terrorisée. Arrivé sur place inopinément, j'ai surpris les villageois au milieu d'un repas de fête, qui se déroulait en présence de toutes les personnalités locales et qui fut suivi de danses folkloriques. Le maire et d'autres personnes se sont empressés d'expliquer les faits que je viens de résumer mais la population n'a guère prêté attention au détachement militaire, à l'hélicoptère ou à mon équipe.
- c) Le 1er juillet 1983, je me suis rendu à Nebaj, San Juan Cotzal et Chajul dans le centre du Quiché (annexe III, Nos 12, 14 et 13). Chacune de ces petites localités avait pris de l'extension avec l'arrivée de réfugiés venus des campagnes environnantes. A Nebaj, j'ai rencontré une quarantaine de personnes en provenance d'un hameau, du nom de Pulay (annexe III, No 15) qui était situé sur la route conduisant aux deux autres localités et qui, d'après ce qu'il en restait, avait dû être incendié environ un an auparavant. Ces personnes auraient aimé retourner à Pulay mais, comme d'autres réfugiés vivant dans ces localités, elles reconnaissaient que ce n'était ni faisable ni raisonnable. Pour le moment, elles ne demandaient qu'à rester à Nebaj : leurs enfants qui avaient oublié tout ce que leur avaient appris les instituteurs de Pulay, allaient à l'école primaire où l'enseignement se faisait en langue ixil et se ferait ensuite en espagnol.

A Cotzal j'ai rencontré deux réfugiés qui venaient l'un de Chisis, l'autre de Xecal; ils m'ont dit que leurs villages avaient été détruits et qu'ils allaient rester à Cotzal pour trouver du travail. A Chajul, il y avait un groupe de femmes et d'enfants qui avaient survécu à un affrontement entre les guérilleros et des éléments de la patrouille civile au cours duquel ces derniers avaient été tués. A Nebaj j'ai rencontré un groupe d'Ixils tout aussi désemparés qui avaient abandonné leur village, Acul.

Dans ces zones, il y a des contingents militaires mais aucune trace de barbelés. De mauvaises routes relient les diverses localités entre elles et au sud du pays. Il existe un service d'autobus qui est évidemment largement utilisé.

- d) A Nentón (annexe III, No 18), la situation est à peu près la même qu'à Chisec. La vie reprend son cours normal dans cette localité qui avait été abandonnée par tous ses habitants à la suite des exactions commises par des éléments subversifs - assassinats, maisons incendiées, propagande et menaces - (le maire en place avant et après ces événements avait été l'objet de menaces depuis qu'il avait annoncé sa candidature). Après avoir subi des destructions massives - la mairie notamment n'existait plus - Nentón a été en grande partie reconstruite et a retrouvé ses habitants, exception faite de ceux qui sont au Mexique d'où d'ailleurs sont arrivés d'autres réfugiés.

La ligne d'autobus reliant Nentón à Huehuetenango a été rouverte. Il y a bien une présence militaire, mais la liberté de mouvement ne semble pas être restreinte.

- c) A Verapaz, une personnalité indépendante qui jouit d'une grande autorité m'a dit qu'il y existait des camps de concentration entourés de barbelés d'où les réfugiés ne pouvaient sortir sans laissez-passer. Elle m'en a cité trois, tous très éloignés; elle a admis qu'elle ne s'était jamais rendue sur place et n'ignorait pas ce qu'évoquait l'expression "camp de concentration". Malheureusement, elle n'a pu m'accompagner lorsque, trois jours plus tard, j'ai visité l'un des villages qu'elle m'avait cités, San Lucas (annexe III, No 21), situé près de Telomán, à la limite des départements de l'Alta Verapaz et d'Izabal, dans une zone effectivement reculée. La population de ce village, des Kak'chiqueles qui vivaient autrefois dans huit villages des environs, continuent d'exploiter leurs anciennes terres mais vivent regroupés avec un petit contingent militaire. La patrouille civile accompagne parfois ceux qui vont travailler dans les champs éloignés du village. J'ai vu les limites du village (je possède des photographies). Exception faite de la clôture rouillée derrière laquelle est parquée une vache solitaire, il n'y a pas de barbelés. Il est vrai que le lieutenant délivre des laissez-passer aux habitants qui sortent du village pour aller au catéchisme ou pour disputer un match de football à l'extérieur. Ces laissez-passer, qui n'ont jamais été refusés, visent à permettre aux personnes qui en sont munies de faire la preuve, en cas de contrôle de l'armée ou des patrouilles civiles, qu'elles sont autorisées à se déplacer. La guérilla est active dans la région; la veille de ma visite, les habitants de San José, l'un des huit anciens villages, avaient surpris des étrangers armés en train de récolter le maïs sur leurs terres; ceux-ci s'étaient enfuis à l'approche des militaires.

- f) Les Ixils que j'ai rencontrés en juillet à Nebaj venaient de la vallée de San Juan Acul (annexe V, No 2) où ils sont maintenant revenus vivre avec des Quichés originaires de Chualuj, un village situé de l'autre côté de la montagne; au total 450 familles vivent là. Dans un premier temps, cette cohabitation a soulevé quelques problèmes en raison de la rivalité qui a toujours existé entre les Ixils et les Quichés; mais en novembre les deux communautés semblaient coopérer. Le projet d'aménagement qui est en bonne voie est ambitieux : les habitations en cours de construction auront l'eau et l'électricité et seront desservies par une nouvelle route d'accès, empruntée par les camions. Une partie des terres appartient à la commune, l'autre aux particuliers. Sur les collines déboisées on a créé une plantation d'arbres qui fourniront, le moment venu, du bois de construction et du bois de chauffage. Un contingent militaire était sur place : le 26 août, deux jours après leur arrivée, les guérilleros ont attaqué; deux nouvelles attaques ont eu lieu depuis l'installation des civils. Le maire a été élu au suffrage universel avec 128 voix de majorité contre trois autres candidats. Au début, il fallait un laissez-passer pour quitter le village, mais ce n'était plus le cas en novembre. Il n'y avait ni barbelés ni aucune autre clôture.
- g) Yalijux, dans le centre de l'Alta Verapaz sert de cadre à un projet du Comité de reconstruction nationale (CRN). Les habitations qui étaient dispersées, sont regroupées le long d'une rue principale et la population locale est en train de construire une route d'accès longue de 32 km. Ce projet concerne 160 familles des anciens villages d'Yalijux et de Tzalamíla. Un centre sanitaire et un établissement communal polyvalent ont été construits. Je ne me suis pas rendu sur place mais il ressort clairement d'une collection de photographies d'amateur que les seules clôtures sont celles faites, comme le veut la tradition, avec des tiges de maïs séchées. On en voit notamment autour du terrain affecté à la culture expérimentale des fruits et légumes.
- h) En septembre, alors que je me trouvais à Genève, on m'a mis en contact avec un jeune homme qui m'a dit venir du sud du Chimaltenango. Selon lui, dans un village appelé Pachimulín (annexe V, No 6), l'armée avait instauré un système de laissez-passer répressif; un colonel qui y avait une propriété l'avait agrandie en expropriant des villageois. Ce jeune homme m'a averti qu'il fallait marcher longtemps pour parvenir jusqu'au village. En fait, il y a une route en bon état et un autobus vous dépose à 2 km du village. Il n'y a pas de présence militaire : aucun laissez-passer n'a jamais été exigé. Un colonel en retraite avait une petite propriété à proximité mais il n'a jamais dépossédé quiconque de sa terre. Il ne vit d'ailleurs plus là. Les villageois ont été tellement surpris par mes questions que j'ai dû leur remettre un document signé dans lequel je me suis présenté et j'ai exposé l'objet de mon enquête, pour qu'ils puissent expliquer la situation au maire.

7.3.7. Si je donne tant de détails, c'est parce qu'il est moins difficile de contrôler s'il y a des barbelés ou un système de laissez-passer que de vérifier certains autres points. Les cartes jointes en annexe montrent l'étendue du territoire dans lequel j'ai enquêté. Nulle part je n'ai trouvé trace de contrainte physique excessive. La plupart des villages sont situés dans des régions où le conflit se poursuit et il n'est guère étonnant d'y trouver des militaires, envoyés là pour des raisons tactiques et pour protéger les civils. Ces derniers auraient peut-être envie de retourner vivre dans leurs anciens villages mais ils ont conscience des avantages du développement et des facilités que le regroupement des populations peut apporter.

Mais si j'ai traité cette question dans le présent chapitre, c'est parce que l'avenir seul dira si les autorités cherchent vraiment à imposer un contrôle militaire durable sous une forme ou sous une autre. Tant que les coups de main et les attaques des guérilleros se poursuivront, il ne fait aucun doute que les militaires resteront sur place; de plus, des unités techniques de l'armée participent à beaucoup de projets de développement. Quoi qu'il en soit la Commission voudra peut-être maintenir cette question à l'étude.

7.4. Liberté d'expression

7.4.1. La stabilité du pays dépendra beaucoup de la possibilité qui sera donnée aux partis politiques, notamment aux partis du centre ou de gauche, de participer librement à la prochaine campagne électorale. Comment ne pas s'inquiéter lorsqu'on apprend que trois dirigeants du Parti démocrate chrétien - parti qui dénonce ouvertement la violence endémique - ont été assassinés dernièrement dans les environs de la capitale? Ce qui est en jeu ce n'est pas seulement un important droit de l'homme, c'est tout le bon fonctionnement des institutions politiques guatémaltèques.

7.4.2. La liberté de la presse est indissociable de la liberté d'expression. A en juger par les éditoriaux et autres articles de presse et par l'insistance avec laquelle les journalistes m'ont interrogé, j'ai eu le sentiment en novembre que la presse se sentait plus libre qu'en juin, ce qui s'explique sans aucun doute par la politique gouvernementale actuelle. Là encore, les prochaines élections joueront un rôle capital car si, à cette occasion, la presse se fait l'écho et rend compte de point de vue controversés, ce sera la preuve que la liberté d'expression est bien respectée. Il est évident que la violence menace la liberté d'expression directement et indirectement du fait des pressions financières qu'imposent les énormes rançons réclamées pour la libération d'un directeur de journal enlevé.

7.4.3. On ne peut pour l'instant se prononcer sur les progrès qui ont été faits pour assurer le respect du droit à la liberté d'expression. Il faudra rester vigilant.

7.5. Syndicats - Liberté d'association

7.5.1. Je sais bien que cette question est traitée de façon beaucoup trop succincte dans le présent rapport mais si je me suis entretenu avec des syndicalistes en juin et en novembre, une grande partie des éléments d'information qui m'avaient été promis ne me sont pas encore parvenus.

7.5.2. Le mouvement syndical a toujours eu tendance à avoir des assises locales et donc à manquer d'unité. Il a pâti des états de siège et d'urgence qui se sont succédé. Aujourd'hui encore, et bien que le chef de l'Etat m'ait dit en novembre que les syndicats recouvreraient sous peu leur liberté d'action (deux syndicats et huit confédérations seront autorisés), la réactivation du mouvement syndical ne fait que commencer.

7.5.3. En ce qui concerne la manière dont le mouvement devrait être organisé, les avis sont partagés. On a proposé la création d'une confédération nationale. Ce projet a été assez bien accueilli dans le pays et par les syndicalistes en exil, quoique ces derniers approuvent davantage l'idée de créer une confédération que les personnes qui défendent ce projet. Un autre syndicaliste, en revanche, désapprouve la création d'une confédération, lui préférant de petites organisations.

7.5.4. Il ne fait aucun doute que si les dirigeants syndicaux ont des difficultés cela tient notamment à ce que l'on tend à les prendre systématiquement pour des agitateurs acquis à la cause du communisme ou de la subversion. En mai 1982 le Président de la République, qui était alors le général Ríos Montt, a déclaré : "Nous avons vu dans chaque syndicaliste un ennemi, un membre du PGT, ou des "Fuerzas armadas rebeldes" (FAR) et je ne sais quoi d'autre, alors qu'en réalité nous avons en face de nous un simple travailleur".

7.5.5. Voilà donc encore un droit de l'homme dont il convient de surveiller l'évolution. On ne peut pour l'instant formuler aucune conclusion définitive. Tout ce que l'on peut dire c'est qu'il reste beaucoup à faire.

8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1. Procéder à une étude approfondie de la situation des droits de l'homme au Guatemala, telle était ma mission. Je ne chercherai pas à me justifier d'avoir consacré une grande partie de ce rapport à des sujets qui ne tiennent généralement pas beaucoup de place dans les évaluations de la situation au Guatemala. Tant que les conditions économiques, sociales et culturelles n'auront pas été sensiblement améliorées, une grande partie de la population aura peu de chance d'accéder à de nombreux droits civils et politiques. Tout autant que le meurtre, la pauvreté et le manque de soins médicaux peuvent porter atteinte au droit à la vie, qui est un des droits fondamentaux inscrits dans les deux Pactes.

8.2. Dans ces deux instruments, la communauté internationale a défini un certain nombre de normes. Celles-ci peuvent être considérées comme des objectifs à atteindre, ou comme des règles qui sont enfreintes. Il est facile de dresser un catalogue des violations et tout aussi facile de les étaler publiquement mais les progrès accomplis ou les efforts déployés sur la voie de la réalisation de ces objectifs sont moins spectaculaires et peut-être moins intéressants pour la presse. Il suffit de quelques heures pour violer ces normes; faire en sorte qu'elles soient respectées peut exiger des années d'efforts ou des changements d'attitude radicaux. Je suis convaincu que la Commission s'intéresse également à ces deux aspects, et qu'elle souhaite encourager autant que condamner.

8.3. Les problèmes que connaît le Guatemala ont pour causes profondes les inégalités sociales et raciales et l'injustice économique. Les mouvements révolutionnaires se sont déclarés anxieux d'effectuer des réformes dont la nécessité leur apparaît clairement. Mais le gouvernement a pris, du moins depuis le début de 1982, des initiatives qui prouvent qu'il poursuit les mêmes objectifs.

Recommandation 1. La Commission devrait appuyer les plans de développement rural des ministères et autres institutions gouvernementales et de l'armée, coordonnés par le Comité de la reconstruction nationale (CRN). Elle devrait suivre la mise en œuvre des différents projets, voir dans quelle mesure ceux-ci ont été établis en tenant compte de préférences des communautés concernées et s'enquérir de leur efficacité.

Recommandation 2. Certains points devraient faire l'objet d'une attention particulière : ainsi l'octroi de droits de propriété ou droits de jouissance communale sur les terres, qui permettront à la population rurale d'améliorer le niveau de vie minimum que leur assure l'agriculture de subsistance en tirant un revenu supplémentaire de diverses cultures marchandes appropriées; la fourniture de conseils techniques pour le développement agricole; l'éducation dans les communautés locales; les soins de santé, y compris la réduction de la mortalité infantile; et la mise en place d'éléments d'infrastructure tels que voies d'accès et systèmes de distribution d'eau.

8.4. La stabilité de ces réformes et de ces investissements est constamment menacée par un climat d'insurrection politique et de subversion, qui, grosso modo, règne au Guatemala depuis que le gouvernement y est exercé de façon ininterrompue par les militaires. Les confrontations armées qui en sont résultées constituent un phénomène grave et ont entraîné toutes sortes de violences personnelles ainsi que la destruction de biens publics ou privés.

Recommandation 3. Aucune des deux parties au conflit interne n'ayant réussi à l'emporter, le processus actuel de réforme électorale qui doit conduire à des élections justes et démocratiques en vue de la constitution d'un gouvernement civil est essentiel pour l'instauration d'un climat propice à la promotion de tous les droits de l'homme.

Notes. Un dilemme bien réel se pose à cet égard. Tout le monde souhaite des élections et le gouvernement offre à toutes les tendances politiques la possibilité d'y participer, mais certains groupements politiques formulent des exigences qui ne sont pas toujours faciles à satisfaire. Néanmoins, les contacts visant à persuader les partis politiques importants de participer au prochain scrutin doivent être encouragés. Ce genre de problèmes existe dans de nombreux pays ayant connu la violence interne. A l'autre extrémité de l'échiquier politique, l'UNRG propose elle aussi des élections, mais à la condition de pouvoir en assurer entièrement l'organisation. Il est évident que les détenteurs actuels du pouvoir n'accepteront jamais cette solution.

8.5. Les réfugiés, tant à l'intérieur du Guatemala qu'au Mexique (et dans une moindre mesure ailleurs), posent un énorme problème.

Recommandation 4. Il faudrait continuer à prendre tous les contacts nécessaires, dans le cadre de pourparlers avec le Gouvernement mexicain, et par l'intermédiaire du groupe de Contadora, des sections locales de la Croix-Rouge et d'autres organisations compétentes, pour atténuer les difficultés des réfugiés guatémaltèques à l'étranger et leur permettre, s'ils le désirent, de rentrer dans leur pays.

Recommandation 5. Les réfugiés de l'intérieur devraient continuer à être accueillis avec humanité et à recevoir une aide matérielle. La politique d'amnistie devrait être poursuivie.

Les réfugiés qui reviennent sont dans un si triste état qu'il faut leur fournir une aide considérable pour les aider à retrouver la santé, scolariser leurs enfants et leur donner la possibilité de gagner leur vie.

8.5. Des domaines entiers d'activité de l'armée, de la police et d'autres forces de sécurité telles que les patrouilles civiles ont été abondamment critiqués. D'innombrables plaintes font état d'une suspicion tenace à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment celles qui ont accepté de bénéficier d'une amnistie: certains prêtres catholiques, catéchistes, religieuses et autres personnes disposées à apporter leur concours (souvent dans le cadre de l'aide internationale) ainsi qu'à l'égard des syndicalistes. C'est là le résultat d'une polarisation politique qui peut avoir des justifications historiques mais qui augure mal d'une éventuelle réconciliation rationnelle. Il est difficile, en l'absence de toute vérification, de savoir dans quelle mesure des incidents concernant ces personnes continuent à se produire. Rien n'est plus dommageable à la confiance interne ou à la réputation du Guatemala à l'étranger que cette prolifération de récits invérifiables sur toutes sortes d'exécutions que les autorités feraient subir à la population.

Recommandation 6. Les rumeurs, les allégations et les démentis abondent et il est très difficile de savoir s'ils sont fondés ou non. La Commission voudra peut-être inviter instamment le Gouvernement à mettre en place un système d'enquête qui soit à la fois efficace et convaincant.

Note. Le bureau du Procureur général (Procurador General) est chargé d'enquêter sur tous les abus ou excès de pouvoir commis par des agents de l'Etat à l'encontre de citoyens. J'ai parlé au Procureur général au mois de juin. Dès son entrée en fonctions, il avait porté devant les tribunaux une grave irrégularité découverte dans ses propres services. Au cours des six premiers mois du régime Ríos Montt, on a dénombré 5949 cas de fautes administratives de plus que pendant les six derniers mois du gouvernement Lucas García. Bien que la campagne d'affiches anticorruption lancée par le général Ríos Montt soit maintenant terminée (on a fait valoir qu'elle décourageait les fonctionnaires de prendre des décisions), le Gouvernement actuel affirme qu'il n'a pas réduit ses efforts pour lutter contre la corruption.

8.7. Les institutions étatiques nouvelles ou renouvelées doivent être activement encouragées.

Recommandation 7. Le Tribunal électoral suprême devrait poursuivre ses activités et ses avis sur certaines questions techniques devraient être dûment pris en considération par le gouvernement.

Recommandation 8. La Cour suprême devrait être autorisée à réexaminer le cas des personnes condamnées par les tribunaux spéciaux (Tribunales de Fuero Especial) et les obstacles techniques à cette procédure devraient être levés par une loi promulguée à cet effet.

8.8. Pour favoriser le retour à la démocratie, l'accent devrait être mis tout particulièrement sur les libertés qui en sont l'indispensable corollaire.

Recommandation 9. La liberté d'expression et de publication devrait être assurée pour permettre à tous les points de vue politiques de s'exprimer.

Recommandation 10. Aucune restriction ne devrait être apportée aux activités des syndicats et autres associations ou à leur participation aux manifestes et campagnes politiques.

Note. Il semble que depuis quelque temps, la frontière entre la liberté d'expression et la propagande subversive soit très floue. Les risques qu'encourent de ce fait ceux qui veulent exprimer des opinions non orthodoxes sont évidents et devraient être réduits au minimum.

Recommandation 11. Il faut faire la lumière sur les disparitions, les meurtres et les enlèvements.

8.9 Le rapport préliminaire à l'Assemblée générale avait été décrit comme un rapport intérimaire sur une situation en évolution. La situation continue d'évoluer puisqu'un très grand nombre de changements se produisent chaque semaine. Pour ce rapport, j'ai pu bénéficier d'une courte perspective historique. Mes voyages de juin et de juillet m'ont donné un premier aperçu de la situation. Depuis lors, grâce à un autre voyage, à de nombreux contacts avec les personnes directement intéressées et à d'abondantes lectures, j'ai pris davantage de recul.

8.10. Je conclurai en soulignant le contraste qui existe entre les initiatives énergiques qui ont été prises en faveur du progrès et du développement et les aspects qui attirent des critiques si virulentes. L'histoire du Guatemala est riche en magnifiques idées de réformes sociales, agricoles et économiques. Bon nombre d'entre elles ne se sont jamais concrétisées, ni sur le plan juridique ni sur le plan pratique. Ces idées se multiplient aujourd'hui, et leur impact commence à se faire sentir sur le terrain. Ces initiatives doivent être poursuivies et menées à leur terme. Si par ailleurs les forces de sécurité se montraient capables de faire la distinction entre les nourrissons et les vieillards et les villageois que l'on peut, avec un minimum de vraisemblance, soupçonner d'appartenir à la subversion; si leurs activités étaient tenues moins jalousement à l'abri de toute procédure d'enquête honnête, l'autre aspect du problème deviendrait rapidement moins brûlant.

Mon souhait le plus sincère est que la Commission encourage une approche constructive des deux aspects que j'ai ainsi décrits.

ANNEXE I

Résolution 1983/100

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que les gouvernements de tous les Etats Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Rappelant sa résolution 37/134 du 17 décembre 1982,

Prenant note de la résolution 1983/37 de la Commission des droits de l'homme en date du 3 mars 1983 dans laquelle la Commission a réaffirmé sa profonde préoccupation devant les indications persistantes de violations massives des droits de l'homme au Guatemala,

Prenant également note de ce que, dans sa résolution 1983/12 en date du 5 septembre 1983, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a constaté qu'il y avait au Guatemala un conflit armé ne revêtant pas un caractère international, dû à des facteurs économiques, sociaux et politiques de nature structurelle, et que, dans ce conflit, les forces de sécurité et les autorités gouvernementales n'avaient pas respecté les normes du droit humanitaire international,

Exprimant sa satisfaction de ce qu'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme ait été nommé et prenant note de la coopération offerte par le Gouvernement guatémaltèque à ce dernier,

Prenant note du rapport intérimaire présenté par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Guatemala conformément à la résolution 1983/37 de la Commission des droits de l'homme en date du 3 mars 1983,

Accueillant avec satisfaction la levée de l'état de siège et l'abolition des tribunaux spéciaux,

Troublée par le grand nombre de personnes qui ont disparu, y compris celles dont on a signalé qu'elles avaient été jugées par les tribunaux spéciaux, et dont, malgré les appels lancés par plusieurs organisations internationales, le sort n'a pas encore été éclairci,

1. Exprime sa profonde préoccupation devant les violations massives des droits de l'homme qui continuent au Guatemala, et particulièrement devant les violences commises contre des non-combattants, et devant les nombreux cas de répression, de meurtre et de déplacement massif des populations rurales et autochtones, dont on a récemment signalé qu'ils s'étaient multipliés;

2. Demande au Gouvernement guatémaltèque de s'abstenir de déplacer de force des personnes appartenant aux populations rurales et autochtones, et de cesser de contraindre par la force des personnes à participer à des patrouilles civiles, ce qui aboutit à des violations des droits de l'homme;

3. Prie instamment le Gouvernement guatémaltèque de faire en sorte que les droits de l'homme et les libertés fondamentales soient pleinement respectés par toutes les autorités et tous les organismes de son ressort, y compris ses forces de sécurité;

4. Demande au Gouvernement guatémaltèque d'enquêter sur les personnes qui ont disparu et dont on n'a pas encore retrouvé la trace, et de faire la lumière sur leur sort, y compris les personnes dont on a signalé qu'elles avaient été jugées par les tribunaux spéciaux;

5. Demande au Gouvernement guatémaltèque d'adopter une procédure permettant d'annuler les jugements et sentences prononcés par les tribunaux spéciaux qui ont été abolis;

6. Fait appel au Gouvernement guatémaltèque pour qu'il permette aux organisations humanitaires internationales d'aider à enquêter sur le sort des personnes qui ont disparu, afin que leurs familles soient informées du lieu où elles se trouvent et qu'il soit possible de rendre visite aux détenus et aux prisonniers, et pour qu'il permette à ces organisations d'apporter une assistance à la population civile des zones où se déroulent des combats;

7. Fait également appel à toutes les parties intéressées au Guatemala afin qu'elles garantissent l'application des normes pertinentes du droit international humanitaire applicable aux conflits armés ne revêtant pas un caractère international en vue de protéger la population civile et de mettre fin à tous les actes de violence;

8. Demande aux gouvernements de s'abstenir de fournir des armes et d'autres formes d'assistance militaire aussi longtemps que de graves violations des droits de l'homme continueront à être signalées au Guatemala;

9. Invite le Gouvernement guatémaltèque et les autres parties intéressées à coopérer avec le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme;

10. Prie la Commission des droits de l'homme d'examiner attentivement le rapport de son Rapporteur spécial de même que toutes autres informations relatives à la situation au Guatemala, et d'envisager de nouvelles mesures visant à garantir le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales de toutes les personnes vivant dans ce pays;

11. Décide de continuer à examiner la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Guatemala à sa trente-neuvième session.

ANNEXE II

Historique 1954-1982

1. Le 3 juillet 1954, le colonel Carlos Castillo Armas entra dans la capitale à la tête de l'armée du MLN ^{1/}. Il se fit nommer président provisoire par une junte militaire et un plébiscite le confirma par la suite dans ses fonctions. Il abrogea alors la Constitution de 1945 et convoqua une assemblée nationale constituante chargée de modifier la Constitution. La Constitution révisée fut officiellement adoptée le 2 février 1956. Elle ne reconnaissait aucune opposition politique et limitait considérablement les activités des syndicats : par exemple, les responsables syndicaux devaient obtenir l'autorisation du Gouvernement pour s'organiser. La Constitution suspendait la loi de réforme agraire. L'Estatuto Agrario (décret-loi No 559) remplaçait désormais toute législation antérieure sur la question. Les terres distribuées dans le cadre du programme de réforme agraire du président Arbenz Guzmán furent restituées pour la plupart à leurs anciens propriétaires. A la suite de la suspension de la loi de réforme agraire, le Gouvernement accorda à tous les propriétaires qui avaient perdu des terres par expropriation le droit de faire réexaminer leur dossier. Dans la plupart des cas, les décisions furent favorables aux propriétaires. Le président Castillo Armas fut assassiné en juillet 1957.

2. Après deux gouvernements provisoires et une élection invalidée par le Congrès, le général Miguel Ydígoras Fuentes fut élu président et prit ses fonctions le 2 mars 1958. Au cours de toute cette période les troubles sociaux s'étaient étendus à plusieurs régions du pays. En novembre 1960, des officiers subalternes se soulevèrent dans la petite ville de Puerto Barrios, dans le département d'Izabal, sur la côte caraïbe. Cette rébellion entraîna la suspension des garanties constitutionnelles et la promulgation de l'état de siège. Après l'échec du soulèvement, certains des soldats rebelles firent cause commune avec ce qui restait du parti communiste dissous et créèrent plusieurs groupes de guerrilleros : Fuerzas Armadas Rebeldes, Movimiento Revolucionario 13 de Noviembre (MRL3) et Frente Guerrillero Edgar Ibarra (FGEI). Ces groupes lançaient des attaques armées contre différents objectifs publics et privés.

3. Pour couronner le tout, l'ancien Président, Juan José Arévalo Bermejo, se porta candidat aux élections suivantes. L'oligarchie conservatrice du Guatemala vit là une menace directe contre ses intérêts personnels et elle s'opposa vigoureusement à cette initiative, soutenant que le Gouvernement ouvrait la porte au communisme.

4. En mars 1963, un coup d'Etat fomenté par le Ministre de la défense, Enrique Peralta Azurdía, renversa le Président Ydígoras Fuentes et les élections prévues pour novembre 1963 furent annulées. Le Congrès fut dissous, la Constitution de 1956 abrogée, les activités politiques interdites et l'état de siège décrété par le président Ydígoras fut maintenu. En vertu d'une nouvelle loi fondamentale, le colonel Peralta Azurdía assumait désormais la présidence du pays et détenait le pouvoir législatif. Le Gouvernement publia un décret-loi électoral annonçant que des élections auraient lieu le 24 mars 1964 pour élire une assemblée nationale constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution et de préparer des élections générales. Deux partis politiques seulement, le MLN et le parti révolutionnaire (PR), participaient à l'Assemblée. L'Assemblée nationale constituante se réunit

^{1/} Il est important de noter que le Movimiento de Liberación Nacional (MLN) jouissait du soutien des Etats-Unis d'Amérique.

Le 29 juillet 1964 et son premier acte fut d'abroger officiellement la Constitution de 1956, qui avait été suspendue, et de ratifier tous les décrets-lois promulgués sous le Gouvernement Peralta. Le 27 juillet 1965, le président Peralta levait l'état de siège et autorisait la reprise des activités politiques. Le 15 septembre 1965, il promulguait la nouvelle Constitution, qui devait entrer en vigueur le 5 mai 1966. Le 6 mars, des élections générales eurent lieu pour désigner un président, un vice-président et 55 députés (ainsi que 23 suppléants) au nouveau Congrès. Les candidats à la présidence étaient le colonel Juan de Dios Aguilar de León (Partido Institucional Democrático), M. Mario Méndez Montenegro (PR) et le colonel Miguel Angel Ponciano Samayoa (MLN).

5. Après le suicide de Mario Méndez Montenegro, son frère, Julio César Méndez Montenegro, professeur de droit, le remplaça comme candidat. Le 6 mars 1966, le Congrès l'élut Président par 35 voix contre 9. Il importe de noter que le 4 mai 1966, le parti élu au pouvoir et les militaires signaient un accord, aux termes duquel le Gouvernement s'engageait à appliquer les lois interdisant les activités des communistes et de leurs alliés, à poursuivre la lutte contre les éléments subversifs s'ils n'acceptaient pas de se rendre et à appuyer l'armée dans toutes les actions nécessaires pour éliminer la subversion. L'armée, pour sa part, conservait un statut indépendant.

6. Une loi offrant l'amnistie aux groupes de guerrilleros qui étaient prêts à déposer les armes et à sortir de la clandestinité fut promulguée en août 1966. Cette loi ayant été rejetée par les chefs de la guerrilla, le Gouvernement guatémaltèque décida en octobre 1966 de recourir à la force armée. On autorisa les propriétaires fonciers, les administrateurs de domaines agricoles et leurs représentants à porter des armes et ils furent chargés de faire respecter la loi dans les limites de leurs domaines. Le 1er mars 1967, la situation étant devenue nettement moins critique, l'état de siège fut remplacé par l'état d'urgence, levé à son tour deux mois plus tard.

7. En janvier 1968, les garanties constitutionnelles furent à nouveau suspendues pour 30 jours en raison de troubles dans les villes et, le 19 mars 1968, le Président Méndez Montenegro décréta l'état de siège, qui fut levé en juin de la même année.

8. Malgré le retour des civils au pouvoir, les actes de violence et de terrorisme se multipliaient, août 1968 étant marqué notamment par l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis, John Gordon Mein, et de deux membres de la mission militaire américaine. L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Karl von Spreti, fut lui aussi enlevé et assassiné. Le pays était plongé dans la terreur et l'escalade de la violence devenait incontrôlable.

9. Le Président Méndez Montenegro nomma le colonel Carlos Arana Osorio directeur de la campagne antiguerrilla.

10. Entre 1966 et 1968, plusieurs milliers de personnes furent tuées dans les zones rurales, essentiellement dans les départements d'Izabal et de Zacapa.

11. Parallèlement à la campagne anti-insurrectionnelle, des groupes paramilitaires furent organisés pour lutter contre ceux que l'on soupçonnait d'être des guerrilleros. Les plus connus de ces groupes étaient le Movimiento Anti Comunista Nacionalista Organizado (MANO), plus tard appelé MANO BLANCA, et l'Escuadrón de la Muerte (Escadron de la mort). Selon les informations, ces groupes paramilitaires capturaient, torturaient et assassinaient un nombre croissant de personnes soupçonnées de défendre des idées communistes.

12. En 1968, ils enlevèrent l'archevêque du Guatemala, Mario Casariego, avec l'intention de mettre cette action sur le compte des groupes de guerrilleros de gauche, mais, quand on découvrit que c'était en fait l'oeuvre de la MANO, l'archevêque fut libéré. Le Ministre de la défense, le chef de la police nationale, le colonel Arana Osorio et d'autres responsables furent alors démis de leurs fonctions. Le colonel Arana fut envoyé comme ambassadeur au Nicaragua, d'où il devait revenir à peine un an plus tard pour se porter candidat à la présidence du MLN.

13. Des élections eurent lieu le 1er mars 1970. Elles furent marquées par l'enlèvement du Ministre guatémaltèque des affaires étrangères, Alberto Fuentes Mohr. Les trois candidats à la présidence étaient le colonel Carlos Arana Osorio (Movimiento de Liberación Nacional), Mario Fuentes Pieruccino (Partido Revolucionario) et Jorge Lucas Caballero (Democracia Cristiana Guatemalteca). Une majorité se dégagait en faveur du colonel Arana Osorio, qui fut élu président par le Congrès le 21 mars 1970.

14. Lors de son entrée en fonctions, le Président Arana Osorio a relancé les opérations de lutte contre l'insurrection. Il a décrété l'état de siège et suspendu toutes les garanties constitutionnelles, son but étant d'éliminer coûte que coûte l'insurrection gauchiste au Guatemala.

15. Les assassinats et les disparitions se sont multipliés d'une façon alarmante. Un organe appelé Police militaire mobile a été mis en place. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé des renseignements au Gouvernement guatémaltèque en mai 1971, septembre 1972 et juin 1973. Le Comité des familles de personnes disparues a signalé 7 000 disparitions en 1970 et 1971. Vu la gravité de la situation, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a été saisie des dossiers suivants :

"a) Le dossier 1702, présenté dans une communication datée de février 1971, dénonçait un certain nombre de faits constituant des violations présumées des droits de l'homme au Guatemala, et notamment la mort d'un certain nombre de personnes pendant l'état de siège décrété le 12 novembre 1970.

b) Le dossier 1748, présenté dans une communication datée du 28 juillet 1972, dénonçait également la situation des droits de l'homme au Guatemala et, en particulier, la mort ou la disparition de 296 personnes entre novembre 1971 et les premiers mois de 1972.

c) Le dossier 1755, présenté dans une communication datée du 30 septembre 1972, dénonçait l'arrestation arbitraire d'un certain nombre de personnes au Guatemala le 26 septembre 1972 et l'absence de résultats en ce qui concerne les recours en habeas corpus présentés par les intéressés aux autorités judiciaires compétentes." 2/

16. En octobre 1973, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a examiné ces dossiers et nommé M. Genaro H. Carrió rapporteur. Sur sa recommandation, la Commission a prié le Gouvernement guatémaltèque d'autoriser un sous-comité à rassembler sur place les informations nécessaires. Le Ministre guatémaltèque des affaires étrangères a envoyé la réponse suivante par un télégramme daté du 3 novembre 1973 :

2/ Commission interaméricaine des droits de l'homme, Ten Years of Activities, 1971-1981, Secrétariat général de l'OEA, Washington, D.C., 1982, p. 128.

"Le Gouvernement guatémaltèque respecte et garantit les droits de l'homme et, de même qu'il respecte la souveraineté d'autres Etats, il est jaloux de la sienne. Pour ces raisons, et parce que le pays est en train de préparer démocratiquement des élections, le Guatemala ne donne pas son autorisation à une visite de la Commission, notamment parce que les partis politiques qui se trouvent en pleine campagne électorale en vue des élections présidentielles déjà fixées pourraient en fausser le sens." 3/

17. Le 3 mars 1974, les élections présidentielles ont eu lieu conformément à la Constitution. Le général Efraín Ríos Montt (parti démocrate-chrétien) et Alberto Fuentes Mohr ont recueilli le plus grand nombre de voix. Le Conseil électoral a cependant homologué des résultats différents et déclaré qu'aucun de ces deux candidats n'avait recueilli la majorité absolue et que le général Kjell Eugenio Laugerud García assumerait la présidence. Le succès électoral contesté du général Laugerud García a déclenché une vague de protestations contre la fraude électorale.

18. Dans tout le pays, des voix se sont élevées pour dénoncer ce qui s'était passé. Néanmoins, comme on le verra plus loin, le Président Laugerud a encouragé, pendant son mandat, la constitution de coopératives agricoles et a autorisé, pour la première fois depuis 1954, un certain degré d'activité syndicale, y compris des grèves, sans entraves ni répression. Le rapport établi par l'Organisation des Etats américains (OEA) sur la situation des droits de l'homme au Guatemala note qu'"en tolérant une certaine latitude, le Gouvernement de Laugerud García a pu procéder à des échanges de vues avec les partis politiques et les syndicats et endiguer la violence" 4/.

19. Un tremblement de terre catastrophique s'est produit au Guatemala en février 1976 et l'état d'urgence a été immédiatement décrété. Le Conseil national d'urgence a signalé en juin que le séisme avait fait près de 25 000 morts.

20. Il convient de rappeler que, sous le Gouvernement Laugerud García, le Guatemala a ratifié la Convention américaine des droits de l'homme par le Décret No 6-78, promulgué le 30 mars 1978 et contenant la réserve suivante :

"Le Gouvernement de la République du Guatemala ratifie la Convention américaine des droits de l'homme, signée à San José (Costa Rica) le 22 novembre 1969, en faisant une réserve en ce qui concerne le paragraphe 4 de son article 4, attendu que l'article 54 de la Constitution de la République du Guatemala exclut seulement de l'application de la peine de mort les crimes politiques, mais non les délits de droit commun liés à des crimes politiques."

21. En vertu de la Constitution, le Président Laugerud García n'était pas rééligible pour un second mandat de quatre ans. Trois militaires se sont portés candidats aux élections de 1978. La coalition centre-droite a choisi le général Fernando Ronco Luca García (Ministre de la défense de 1975 à 1977) et Francisco Villagran Cramer (Partido Revolucionario) comme candidats à la présidence et à la vice-présidence respectivement. Le candidat du parti traditionnel MLN était le colonel Enrique Peralta Azurdía et celui des démocrates-chrétiens le général Peralta Méndez.

3/ Organisation des Etats américains, "Report of the Inter-American Commission on Human Rights on the situation of human rights in the Republic of Guatemala" (OAS/SER.L/V/II.53. Doc. 12., Rev.2, 13 octobre 1981), p. 1, par. 2.

4/ Ibid., p. 114, par. 9.

22. Les élections se sont déroulées le 5 mars 1978. Le général Lucas García a obtenu la majorité absolue. Conformément à la Constitution, le Congrès devait élire le Président. Le 13 mars 1978, le général Lucas García a été nommé Président par 35 voix contre zéro; 26 députés étaient absents lors du vote.

23. Au cours de la période allant de 1978 au début de 1982, la Commission des droits de l'homme a reçu d'une façon régulière et de différentes sources des plaintes relatives à des violations flagrantes et massives des droits de l'homme.

24. Le 25 janvier 1979, Alberto Fuentes Mohr, membre du Congrès et ancien ministre des relations extérieures et des finances et dirigeant du Partido Revolucionario Auténtico, a été assassiné au volant de sa voiture dans le centre de Guatemala. Cet acte a été immédiatement condamné par la communauté internationale. A sa trente-cinquième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la décision 12 (XXXV) par laquelle elle a décidé d'envoyer un télégramme au Gouvernement guatémaltèque concernant l'assassinat de M. Fuentes Mohr. La Commission a indiqué qu'elle souhaiterait recevoir des renseignements à ce sujet.

25. En 1978, des assassinats politiques et des enlèvements ont attiré l'attention du monde entier. Le 31 janvier 1980, des autochtones du Quiché ont occupé l'ambassade d'Espagne à Guatemala. Malgré la requête présentée par l'Ambassadeur d'Espagne et le Ministre espagnol des affaires étrangères, la police nationale a donné l'assaut au bâtiment. Trente-huit personnes ont trouvé la mort au cours de cette opération. Les uns ont succombé à des blessures par balles, les autres ont péri dans l'incendie qui a suivi. Il n'y a eu que deux survivants, l'Ambassadeur et un paysan. Le paysan, gravement blessé, a été transporté à l'hôpital. Il a été enlevé durant la nuit et trouvé mort le lendemain matin. L'Espagne a rompu ses relations diplomatiques avec le Guatemala. Le Mexique a rappelé temporairement son ambassadeur et l'Organisation des Nations Unies a exprimé officiellement sa préoccupation.

26. La plupart de ces actions ont été attribuées à des commandos d'extrême droite, comme l'armée secrète anti-communiste (ESA). Parmi leurs victimes figuraient plusieurs hommes politiques en vue. Cette vague de violence s'est poursuivie durant tout le mandat présidentiel de Lucas García. Le 1er septembre 1980, le Vice-Président du Guatemala, M. Francisco Villagran Cramer, a donné sa démission "en raison de son désaccord fondamental avec le Président au sujet de sa politique des droits de l'homme et de la prépondérance de la droite au Gouvernement".

27. A sa trente-huitième session, la Commission des droits de l'homme a examiné une note établie par le Secrétaire général en application de sa résolution 33 (XXXVII) du 11 mars 1981 relative à la situation des droits de l'homme au Guatemala. Il est indiqué au paragraphe 18 de ce document (E/CN.4/1981) que les principales allégations dont il est fait état dans la documentation reçue à propos de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme peuvent être groupées en trois grandes catégories :

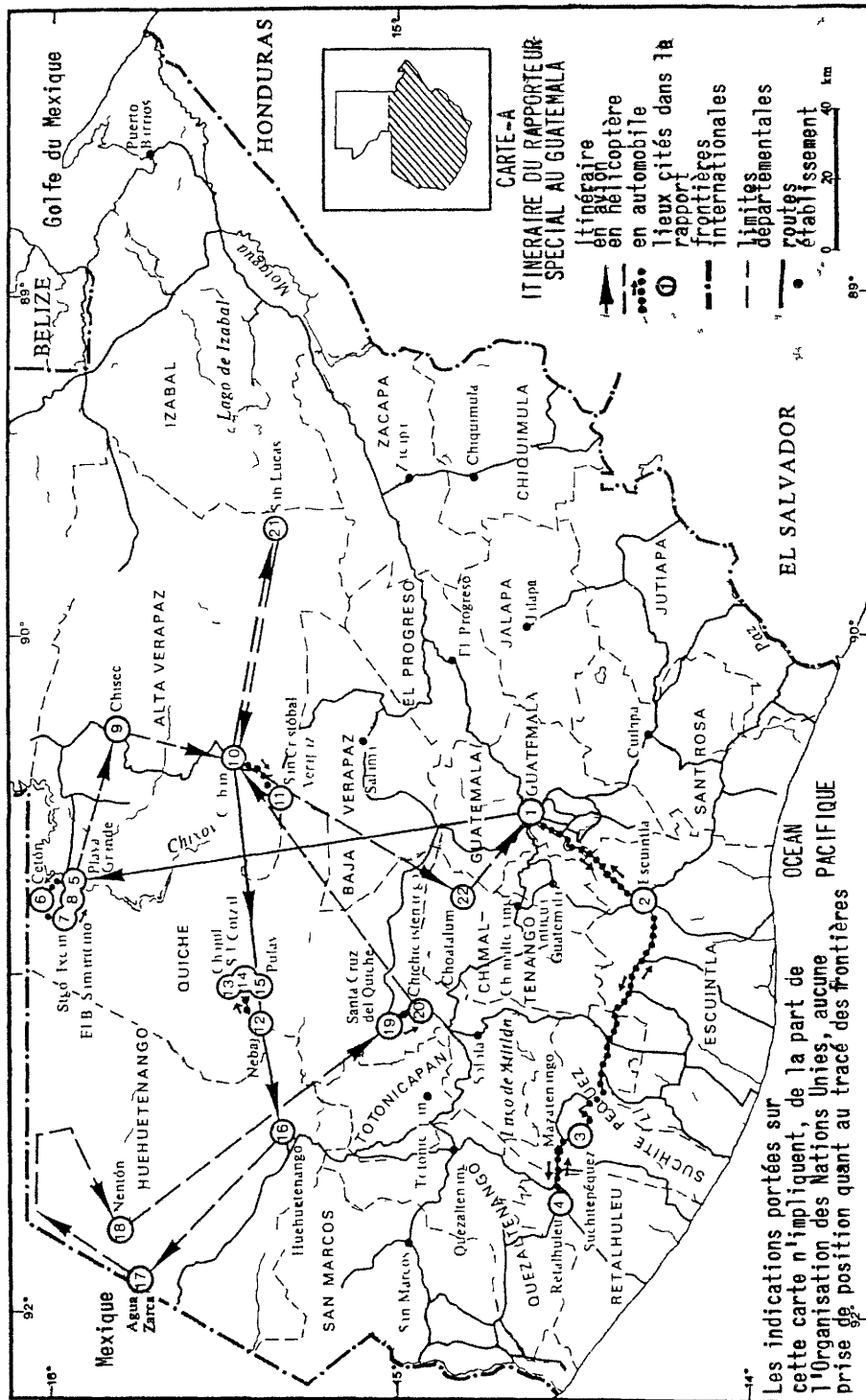
a) Les massacres perpétrés par des éléments des forces de sécurité et par des extrémistes armés;

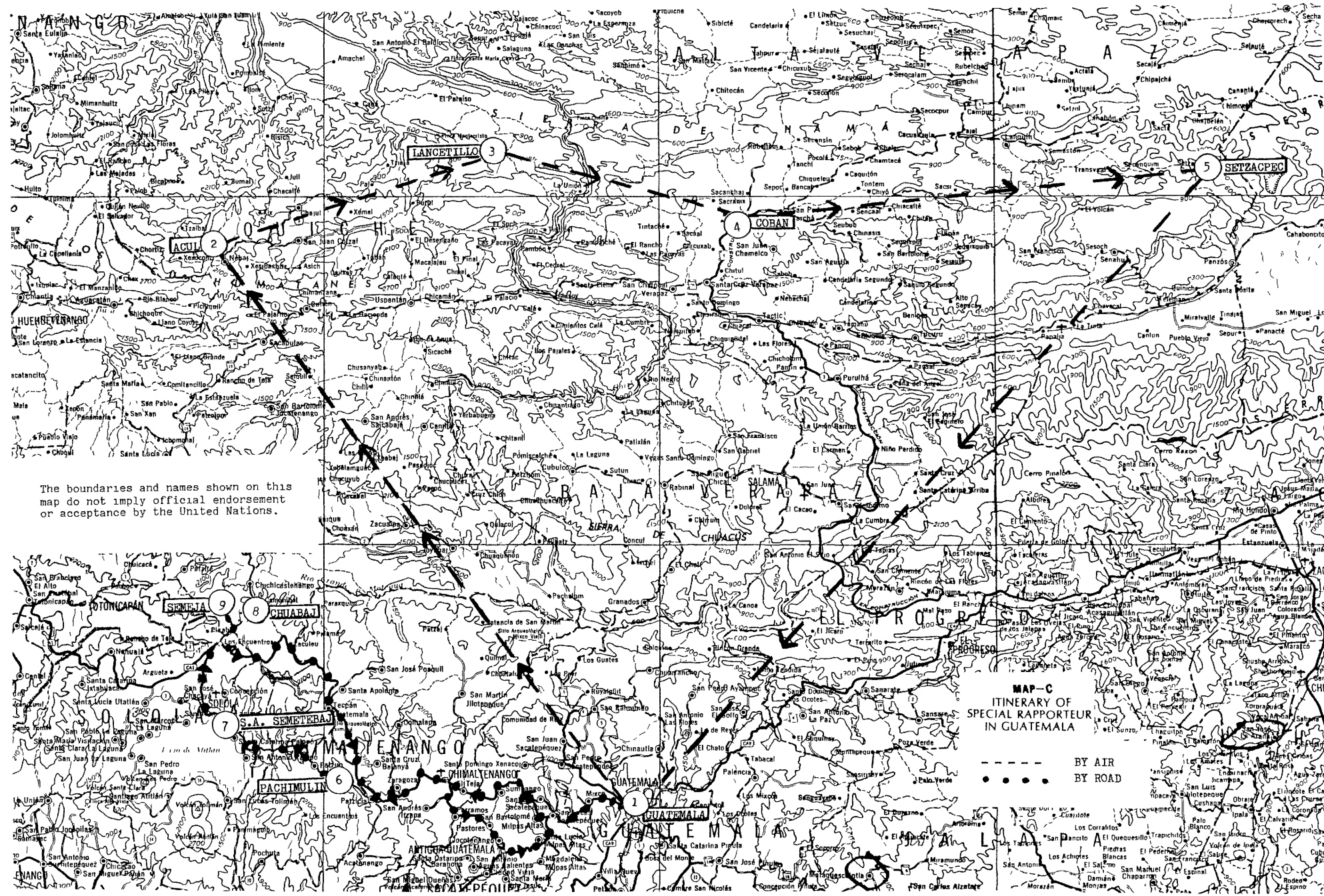
b) Les disparitions et enlèvements en augmentation constante;

c) Les exécutions sommaires, devenues pratique courante.

ANNEXE III

Itinéraire du Rapporteur spécial au Guatemala





The boundaries and names shown on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

MAP-C
ITINERARY OF
SPECIAL RAPPOREUR
IN GUATEMALA

--- BY AIR
... BY ROAD

ANNEXE VI
Projets achevés et projets en cours
(de juin à novembre 1963)

| ZONE DE CONFLIT | Abris rudimentaires (unités) | Construction de routes | Construction d'écoles | Construction de salles de classe | Construction de dispensaires et d'établissement du même genre | Amenagement de parcs | Construction de marches | Construction de logements | Construction d'églises | Construction et élargissement de chemins vicinaux | Élargissement de routes | Drainage | Ponts | Aqueducs | Egouts | Latrines | Salles communales | Reparation d'edifices publics | Installation de l'électricité | Installation de l'eau potable | Pistes d'atterrissage | Terrains de sport | Agriculture culture maraichère | Conservation des sols et reboisement | Reparation de lignes téléphoniques | Élargissement de rues | Construction de bureaux | Projet Lorena' | Construction de bâtiments municipaux annexes | Construction de bibliothèques | Autres projets (services de voirie, briqueteries, etc.) | Construction de silos et d'entrepôts |
|---------------------------------|------------------------------|------------------------|-----------------------|----------------------------------|---|----------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------|---|-------------------------|----------|-------|----------|--------|----------|-------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-------------------|--------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------|--|-------------------------------|---|--------------------------------------|
| Sojolá | 115 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 0 |
| San Marcos | 3 | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 3 | 0 | 0 | 2 | 9 | 2 | 0 | 2 | 11 | 0 |
| Totomocapán | 7 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 0 | |
| Chimaltenango | 52 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Baja Verapaz | 2 | 0 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Alta Verapaz (Chisec) | 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 |
| Yajujux (A Vera) | 160 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 |
| Quiché (Ixché) | 99 | 30 | 16 | 7 | 0 | 1 | 0 | 2 | 1 | 4 | 10 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 6 | 3 | 0 | 0 | 12 | 3 | 9 | 10 | 0 | 0 | 5 | 4 | 7 | 2 | 22 | 0 |
| Huehuetenango | 46 | 4 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 2 | 2 | 0 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | |
| Quezaltenango | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 6 | 0 | |
| El Petén | 0 | 22 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 32 | 0 | |
| TOTAL | 586 | 61 | 22 | 13 | 5 | 3 | 1 | 2 | 1 | 16 | 22 | 3 | 5 | 0 | 1 | 7 | 16 | 12 | 0 | 17 | 3 | 16 | 31 | 3 | 5 | 3 | 14 | 10 | 7 | 2 | 119 | 0 |
| ZONE NON TOUCHÉE PAR LE CONFLIT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Santa Rosa | 176 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Suzutepéquez | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Retalhuleu | 5 | 0 | 7 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 |
| Jutiapa | 1092 | 22 | 11 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 37 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | 0 | 0 | 0 | 8 | 9 | 1 |
| El Progreso | 0 | 23 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| Sacatepéquez | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 |
| Jalapa | 2 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Chiquimula | 15 | 0 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 7 | 2 | 5 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 7 | 0 | 0 |
| Isabal | 0 | 3 | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| TOTAL | 1290 | 63 | 30 | 5 | 7 | 1 | 0 | 0 | 1 | 48 | 1 | 1 | 6 | 2 | 5 | 8 | 4 | 5 | 1 | 18 | 1 | 6 | 2 | 2 | 1 | 0 | 4 | 6 | 0 | 12 | 30 | 2 |

Note Parmi les autres projets, on peut citer la création de services d'entretien des cimetières et de services de voirie et les constructions de briqueteries

ANNEXE VI (suite)

JANVIER A JUIN 1983 :

NOMBRE TOTAL DE PROJETS DANS LA ZONE DE CONFLIT : 1 231

NOMBRE TOTAL DE PROJETS DANS LES AUTRES ZONES : 250

1 481NOMBRE TOTAL DE PROJETS DE CONSTRUCTION D'ABRIS RUDIMENTAIRES
DANS LA ZONE DE CONFLIT : 5 447NOMBRE TOTAL DE PROJETS DE CONSTRUCTION D'ABRIS RUDIMENTAIRES
DANS LES AUTRES ZONES : 280

5 727

JUILLET A NOVEMBRE :

Projets dans la zone de conflit : 420

Projets dans les autres zones : 277

Total : 697

Projets de construction d'abris rudimentaires dans
la zone de conflit : 586Projet de construction d'abris rudimentaires dans
les autres zones 1 290

Total : 1 876

TOTAL GENERAL POUR LA PERIODE ALLANT DE JANVIER A NOVEMBRE 1983 :

Projets dans la zone de conflit (de janvier à juin) : 1 231

Projets dans les autres zones (de janvier à juin) : 250

Projets dans la zone de conflit (de juillet à novembre) : 420

Projets dans les autres zones (de juillet à novembre) : 277

TOTAL : 2 178

ANNEXE VI (suite)

| | |
|---|--------------|
| Projets de construction d'abris rudimentaires dans la zone de conflit (de janvier à juin) : | 5 447 |
| Projets de construction d'abris rudimentaires dans les autres zones (de janvier à juin) : | 280 |
| Projets de construction d'abris rudimentaires dans la zone de conflit (de juillet à novembre) : | 586 |
| Projets de construction d'abris rudimentaires dans les autres zones (de juillet à novembre) : | <u>1 290</u> |
| TOTAL : | 7 603 |

NOTE :

De juillet à novembre les projets suivants ont été mis en route :

- 1) "ACUL" (Nebaj, Quiché)
Les travaux dont le secteur public assure la coordination devaient être achevés le 22 décembre 1983.
- 2) "YALLJUX" (Senahú, Alta Verapaz)
Projet réalisé avec des fonds et du personnel du CRN.
- 3) "SANTA MARIA DE JESUS" (Sacatepéquez)
Création d'infrastructures sous la responsabilité de l'Etat-major militaire et avec la participation du CRN qui a fourni les services d'un superviseur et d'un promoteur communal.
Ce projet a débuté en février 1983.